

Les Kurdes et le Kurdistan (2/2)  
1975-2015  
aux mains des grandes puissances

<i>LES DEBUTS DU MOUVEMENT NATIONAL KURDE, UN RESUME 1914-1975</i>	<i>page 2</i>
<i>LES KURDES SOUS LE REGIME ISLAMIQUE IRANIEN</i>	<i>page 5</i>
<i>DES GUERRES D'IRAK A L'AUTONOMIE DU KURDISTAN D'IRAK</i>	<i>page 8</i>
<i>La guerre civile kurde 1994 - 1998</i>	<i>page 11</i>
<i>La région kurde autonome en Irak</i>	<i>page 13</i>
<i>EN TURQUIE, LE PKK, PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN</i>	<i>page 16</i>
<i>Le tournant d'Öcalan et son Confédéralisme démocratique</i>	<i>page 21</i>
<i>EN SYRIE, LA REVOLUTION ET LA GUERRE</i>	<i>page 25</i>
<i>La révolution du Rojava</i>	<i>page 26</i>
<i>LES KURDES AUX MAINS DES GRANDES PUISSANCES</i>	<i>page 30</i>
<i>ENCORE SUR LA QUESTION NATIONALE</i>	<i>page 32</i>
<i>Lexique des organisations</i>	<i>page 33</i>
<i>Bibliographie complémentaire</i>	<i>page 34</i>

## *LES DEBUTS DU MOUVEMENT NATIONAL KURDE, UN RESUME 1914-1975*

Dans la première partie de cette étude, qui portait sur la période 1914-1975, nous avons suivi la naissance et l'évolution du mouvement national kurde. Cette étude est indispensable si l'on veut comprendre le problème kurde tel qu'il se pose aujourd'hui. Nous pouvons tenter de la résumer ici.

Nous avons vu que le mouvement national kurde a pris forme essentiellement à partir de la Première Guerre mondiale. Auparavant, les Kurdes vivent sous l'Empire Ottoman. Ils ne semblent pas subir une oppression particulière, pas plus que les autres peuples qui vivent sous cette domination. « *Sous la longue domination ottomane, écrit Mustafa Nazdar (Les Kurdes et le Kurdistan), les rapports entre les deux peuples arabe et kurde étaient de bon voisinage, dans le cadre de l'oumma (la communauté des croyants)* ». Et Chaliand confirme : « *Au cours de ce que nous appelons le Moyen Âge, la société urbaine kurde a connu, à travers ses principautés, des périodes fastes où la culture a pu s'épanouir* ».

Il ne s'agit pas d'idéaliser non plus cette période. D'ailleurs, des révoltes kurdes y ont lieu. Ce sont des révoltes de type féodal, tel chef religieux cherchant à s'emparer de tel territoire, emmène avec lui un certain nombre de tribus. Dans ces révoltes, il n'y a ni programme politique, ni surtout d'organisation politique.

C'est le passage, au début du 20<sup>ème</sup> siècle, de la domination ottomane à celle des impérialismes occidentaux qui va totalement changer la donne. Deux politiques sont alors possibles et vont s'affronter, pour les peuples dominés. Il y a celle des démocraties occidentales, qui idéalisent l'Etat-nation, et sèment l'idée – irréaliste, mais convenant à la bourgeoisie - que chaque peuple est unique, avec une seule langue, une histoire particulière, une culture isolée. Et il y aura, un moment, celle de Lénine, qui fort de la Révolution russe de 1917, propose une libre séparation ou une libre alliance avec chaque peuple, seul moyen pour lui de parvenir à prendre un chemin vers une égalité, entre un pays dominant comme l'a été la Russie impériale, et des pays depuis longtemps dominés.

Même si cela ne dure qu'un temps, Lénine réussira à mettre vraiment en œuvre sa manière de voir, se refusant même contre ses propres partisans à utiliser la force, quitte à perdre au profit de la bourgeoisie des territoires que la jeune URSS aurait pu annexer. Les paroles se ressemblent, Lénine comme le président américain Wilson se disent pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais dans le camp des bourgeoisies, il y aura un monde entre les belles déclarations et la réalité des actes. Et pour ce qui est des actes, ce sera le rapport de forces et lui seul qui va en fait compter.

Dans le traité de Sèvres qui conclut en 1920 le nouveau partage du Moyen-Orient, après la défaite de l'Empire Ottoman allié de l'Allemagne et donc vaincu, il est prévu par les vainqueurs, France et Grande-Bretagne en premier, de créer un Kurdistan. Mais il va suffire au Turc Mustafa Kemal de gagner, par la force et par la guerre, le territoire de l'actuelle Turquie, pour qu'un nouveau traité, le Traité de Lausanne, en 1923, entérine la disparition du Kurdistan.

Ce sont donc les rapports de force issus de la Première Guerre mondiale, et les traités qui s'ensuivent, qui dessinent la carte et l'existence politique des Kurdes. Cette carte va rester quasiment inchangée jusqu'à aujourd'hui. Du temps de l'Empire ottoman, les Kurdes étaient séparés déjà, entre la majorité d'entre eux qui se trouvaient sous cet empire et ceux se trouvant chez son rival, l'Empire perse. Avec l'arrivée des puissances impérialistes occidentales et leur découpage d'après guerre, c'est en quatre que le peuple kurde est écartelé.

L'Empire ottoman est en effet dépecé ; une partie revient, on l'a dit, à la jeune Turquie. La France s'octroie ce qui donnera la Syrie, et la Grande-Bretagne ce qui fera l'Irak. Avec la partie perse, on a donc un Kurdistan qui se partage sur ces quatre pays : Turquie, Irak, Iran, Syrie. Tout ce qui changera par la suite, ce sont ceux qui détiennent le pouvoir dans le cadre de chacune de ces frontières.

Or, le dénominateur commun de ces changements, au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, c'est le mouvement national bourgeois. En Turquie, Mustafa Kemal s'est lancé dès 1919 dans une guerre, pour libérer le territoire en l'enlevant par la force de la main mise des Anglais et des Français. Le pouvoir sera alors entre les mains des classes sociales les plus favorisées, commerçants, manufacturiers, cadres militaires, professions libérales, mais aussi propriétaires terriens.

En Syrie, la France s'installe mais elle finira par être éjectée par les révoltes populaires, en 1946. C'est une petite bourgeoisie arabe dont la richesse vient des grandes propriétés foncières qui est alors au pouvoir. En 1959, elle accepte de tenter une expérience d'union avec un autre pays bourgeois, l'Egypte de Nasser : c'est la République arabe unie. Mais cela ne dure pas, le puissant Nasser se mettant à capter la majorité des pouvoirs. Va s'en suivre une série de coups d'Etat militaires, liés au parti Baas, parti de la renaissance arabe et socialiste, jusqu'à celui qui en 1970 place au pouvoir Hafez el Assad, père de Bachar el Assad, le président actuel de la Syrie.

En Irak, les Anglais placent au pouvoir un membre de la famille royale hachémite, pour faire « arabe », sunnite aussi. Ils accordent une indépendance formelle en 1930, mais ne se priveront pas de revenir pour intervenir militairement contre les révoltes kurdes. La monarchie hachémite s'effondre en 1958, là aussi sous le coup de militaires, se disant de gauche, marxistes, socialistes, alliés même au Parti communiste stalinien pour parvenir au pouvoir, avant de le réprimer durement. C'est le colonel Kassem. Là aussi, les rivalités entre tendances du parti Baas amènent une succession de coups d'Etat militaires, jusqu'à l'arrivée de Saddam Hussein, d'abord comme vice-président en 1968.

Enfin, en Iran, c'est Reza Shah qui veut moderniser le pays, mais avec une poigne de fer, et sous l'aile militaire américaine. Un vent de démocratisation souffle en 1951, avec l'élection du docteur Mossadegh, qui nationalise le pétrole. Il est renversé par un coup d'Etat appuyé par la CIA en 1953, et la nationalisation du pétrole annulée. Une industrialisation forcenée est lancée, dans un climat de dictature, qui finira par l'explosion sociale de 1979, et l'arrivée cette fois de l'ayatollah chiite Khomeiny au pouvoir.

Dans ces quatre pays, le sort des Kurdes a considérablement changé, au cours de ces transformations. Chaque fois qu'une nouvelle classe au pouvoir se met à prétendre créer un pays moderne, que ce soit sous une apparence européenne, comme cela a été le cas en Iran avec le shah et en Turquie avec Mustafa Kemal, ou que ce soit sous les couleurs empruntées à

l'URSS d'un soi-disant socialisme, comme cela a été le cas, à certains moments, en Irak et en Syrie, ou encore sous le couvert idéologique de la nation arabe, chaque fois donc que ces pouvoirs ont voulu fonder leur autorité et bâtir leur nation, systématiquement, nous les avons vus s'en prendre aux Kurdes.

Plus le pays s'affirme avec force et vigueur vouloir s'orienter vers la modernité, plus on le voit frapper avec férocité contre les Kurdes. C'est sans doute en Turquie que le phénomène est le plus criant. Trois séries d'insurrections sont écrasées par le régime turc, en 1925, 1930, 1937. « *Le Turc est le seul seigneur, le seul maître de ce pays. Ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteurs, le droit d'être esclaves* », c'est ce que déclare un ministre turc de la Justice en 1930. Le Kurdistan turc y perdra plus de 1,5 millions de personnes, déportées ou massacrées.

C'est jusqu'au mot Kurde qui est interdit, rayé de tous les ouvrages. Ce ne sont plus que des « Turcs montagnards », ou comme le dit toute la presse turque, des « sauvages », réfractaires au progrès, contre lesquels la grandeur et la civilisation turque gagne bataille sur bataille. Pour créer une culture soi-disant unique, pure, et surtout supérieure, la bourgeoisie use de ses moyens modernes, l'armée en premier lieu, pour forger un bouc émissaire inférieur sur le dos duquel elle élève sa nation.

En Syrie, tant que le pays reste encore de fait aux mains des Français, les Kurdes sont relativement épargnés, en tout cas pas moins bien traités que les autres, en tant que peuple colonisé. Le fossé sera par contre immédiatement creusé dès lors que ce sont les militaires qui prennent le pouvoir avec l'intention affichée de modifier le pays, le sortir du Moyen Âge et le moderniser. On se met alors à arabiser les régions kurdes, en dispersant les populations vers le Sud, et en implantant des Arabes sur les meilleures terres des Kurdes.

En Irak, le même scénario sera juste agrémenté, pour commencer, par un prologue de belles déclarations d'amitié envers les Kurdes. Que ce soit le colonel Kassem qui arrive au pouvoir en 1958, ou plus tard Saddam Hussein, tous deux commencent par déclarer leur flamme aux kurdes, le temps de s'installer au pouvoir. Kassem en 1958 reconnaît constitutionnellement des droits nationaux aux Kurdes... avant de lancer l'armée contre le Kurdistan, région qui, en Irak, a une importance stratégique, en raison de son pétrole. Saddam Hussein en 1970 reconnaîtra « *l'existence de la nation kurde* »... avant de lancer contre ce Kurdistan une guerre terrible en 1974 : 8 divisions de l'armée de terre, 120 000 hommes, plus de 700 chars, 20 bataillons d'artillerie, et l'ensemble de l'armée de l'air.

L'Iran ne sera pas beaucoup moins dur. A la suite des traités qui entérinent les rapports de force à la fin de la Première Guerre, le chef de tribu kurde Simko (Esmail Agha) lance un soulèvement avec, pour la première fois pour mot d'ordre, l'indépendance de tout le Kurdistan sans tenir compte des nouvelles frontières. Il va contrôler toute une région entre 1920 et 1925. Reza Shah l'invite à négocier, pour le faire assassiner au cours des négociations. Entre les deux guerres mondiales, il enverra son armée, lui aussi, pour sédentariser de force les Kurdes d'Iran.

L'Iran va faire pire. Le shah va inventer une manière d'utiliser les Kurdes, et leur volonté de combat. Il le fait pour la première fois en allant aider les Kurdes de Turquie, à la fin des années 1920. L'Iran aide les Kurdes turcs, gagne ainsi leur sympathie, les encourage à lutter contre l'Etat turc. Après quoi, il se tourne vers celui-ci et marchandant un arrêt de cette aide, en échange de contreparties de la part de l'Etat turc, et des territoires sont ainsi

échangés. Les Kurdes de Turquie, trahis, livrés à eux-mêmes, sont alors facilement massacrés. « *Des avions incendiaient encore des villages kurdes plusieurs mois après l'écrasement de la révolte* » (Kendal).

L'opération aide aux Kurdes de Turquie ayant réussi pour le shah, l'Iran va remettre cela plus tard, en allant plus loin encore. Dans les années 1960, l'Iran se met à aider cette fois les Kurdes d'Irak. Le shah en veut aux colonels qui ont renversé le royaume hachémite. Il offre son aide au chef de tribu kurde Barzani. Mais cette fois, il exige comme contrepartie un affaiblissement des Kurdes chez lui, en Iran. Barzani, héros national kurde depuis son exil en URSS en 1947, accepte. Sa collaboration avec le shah ira jusqu'à l'abjection. Un groupe de militants refusant cette collaboration et se soulevant en 1968 contre le shah, sera liquidé, coincé et massacré d'un côté par l'armée iranienne, de l'autre par Barzani.

Les Kurdes gardent un sentiment national et la fierté de leur combativité et de leurs luttes. Plusieurs épisodes font la gloire dont voudraient se revendiquer ceux des Kurdes qui aspirent à diriger leur peuple. Il y a eu la révolte de Simko, en Iran, qui a revendiqué une indépendance pour l'ensemble du Kurdistan. Il y a eu la République de Mahabad, un épisode qui a duré un an de vie démocratique bourgeoise dans une petite région d'Iran, avec la bienveillance et les calculs de l'Armée rouge, en 1945/1946, pendant la Seconde Guerre mondiale. Il y a eu ce que certains appellent la Guerre de libération au Kurdistan d'Irak, en fait une série de cinq guerres, au cours desquelles ils vont se doter d'une Armée révolutionnaire du Kurdistan ; cinq guerres qui auront occupé quatorze années, de 1961 à 1975, et dont nous avons évoqué la dernière, sous la botte de Saddam Hussein. Les Kurdes ont leurs héros, Simko, Barzani, Öcalan dont nous parlerons plus loin.

Les combats des Kurdes ne leur ont pas permis de gagner, comme d'autres, une indépendance nationale. C'est la seule communauté de cette importance, plus de 30 millions de personnes, qui est dans ce cas. Le Kurdistan est un pays fantôme d'une superficie comparable à celle de la France (530 000 km<sup>2</sup>). Il ressort de cette période avec une mauvaise habitude qui va s'ancrer dans les gènes des dirigeants kurdes : ils ne savent que chercher un allié de l'autre côté de leur frontière, en regardant l'Etat et sa puissance, pas la population, pourtant également kurde. Et des retournements et des échecs qui s'en sont suivis, ont finalement accouché les germes d'une division profonde, avec l'éclatement du PDK en Irak et la formation d'un concurrent, l'UPK.

### *LES KURDES SOUS LE REGIME ISLAMIQUE IRANIEN*

Lorsque les mouvements de protestation contre le régime du shah montent en puissance en 1978, les Kurdes participent aux manifestations, jusqu'à la chute de la monarchie. Au Kurdistan, ils prennent le contrôle de Mahabad, qu'ils proclament leur capitale.

Le parti le plus actif parmi les Kurdes est alors le PDK d'Iran, PDKI, dirigé par Abdul Rahman Ghassemlou. Le PDKI revendique l'autonomie du Kurdistan d'Iran, mais il réalise bien vite que pour le nouveau régime de Khomeiny, ceci est hors de question. Pour les ayatollahs, il pourrait bien y avoir un particularisme mais seulement s'il est religieux. De plus, Khomeiny est partisan d'un Iran centralisé.

Un autre mouvement existe alors, le Komala, qui semble être réellement marxiste, et se dit pour la révolution prolétarienne. Le Komala est né en 1969, à l'initiative d'étudiants qui considèrent que le mouvement kurde d'Iran est devenu passif depuis l'échec du Comité Révolutionnaire du PDKI. Il se donne pour objectifs de « *mettre en place une structure organisationnelle, élaborer un programme, organiser les cadres et les répartir dans les centres industriels et agricoles, éduquer les masses et former les cadres au Kurdistan* ». Le Komala refuse la guérilla comme méthode de lutte, qu'il considère comme un moyen d'action petit-bourgeois ; il refuse la vision communiste de l'URSS, incarnée en Iran par le Parti communiste iranien Toudeh ; et il refuse le nationalisme kurde : « *L'Iran étant un pays multinational, l'oppression nationale par le pouvoir central ne peut être abolie que par la construction d'une société socialiste qui reconnaîtra le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ».

A partir de 1972, le Komala voulut combattre sa tendance intellectuelle, et se mit à faire de la propagande parmi les travailleurs. En 1975, plusieurs de ses cadres se font arrêter. Il se réorganisera complètement peu avant la chute du shah.

Au lendemain de la révolution islamique de 1979, le Komala est en lutte armée dans le Kurdistan d'Iran. Selon Christiane More, il est au début des années 1980 la deuxième force militaire du Kurdistan après le PDKI. « *Tout comme le PDKI, le Komala a créé des conseils villageois, des hôpitaux de campagne avec ses propres médecins, des écoles pour enfants et les adultes illettrés. En outre, quatre écoles spéciales ont été fondées pour les nouvelles recrues du Komala (jeunes ou mois jeunes attirés par sa propagande révolutionnaire, mais aussi transfuges de l'Organisation des Moudjahidin ou des Fedayin) où sont dispensés un enseignement politique (deux professeurs) et un enseignement militaire (un professeur). L'enseignement politique consiste en l'étude du marxisme-léninisme et du programme du Komala pour l'autonomie, mais aussi de la position des autres mouvements d'opposition en Iran* ».

Le Komala était une organisation maoïste à sa création, il en fait une autocritique en 1981, s'accusant d'avoir dévié vers le « populisme » et « l'économisme ». Il juge désormais que l'Iran est un pays capitaliste dominé et que les réformes agraires de 1960 « *ont détruit les relations semi-féodales* ». Il explique que c'est le système capitaliste qui est le fondement de toutes les oppressions, la « dictature monarchique » du shah et le « califat islamique » de Khomeiny n'en sont qu'une forme d'expression. Sa propagande vise l'insurrection armée des masses, en vue de renverser le régime islamique. Enfin, il considère qu'en Union soviétique, la bourgeoisie a réussi à détruire la dictature du prolétariat et a restauré sa domination politique. Christiane More ajoute « *Les membres du Komala, gens très sérieux, se remettent toujours en question et se refusent à être sectaires. Ils se défendent d'être des intellectuels coupés du peuple et de fait le Komala recrute beaucoup parmi les pauvres gens* »

Concernant le Kurdistan, il est pour l'autonomie ou plus exactement pour l'autodétermination, mais il pense que la classe ouvrière du Kurdistan devrait choisir librement de rester unie à la classe ouvrière de l'Iran, dans le cadre de l'Iran. « *Il ne pose pas le problème du Kurdistan (ou d'une autre région d'Iran) en termes d'autonomie ou d'indépendance, mais en termes de luttes sociales. Les ouvriers du Kurdistan étant une nouvelle partie de la classe ouvrière iranienne, la priorité du combat politique pour les Kurdes ne doit pas être la conquête de l'autonomie, mais le renversement de la bourgeoisie, en coopération avec tous les peuples d'Iran : "Le peuple kurde étant l'un des nombreux peuples d'Iran ne peut rien faire sans l'aide des autres. La libération du prolétariat kurde est*

*dépendante de la libération de tout le prolétariat iranien et ne peut être obtenue que par la création d'un parti qui dirigera la classe ouvrière iranienne". » (Christiane More)*

En mars 1983, le secrétaire du Komala Ibrahim Alizadeh annonce que le Parti communiste d'Iran va être fondé, et le Komala en sera la branche kurde. Nous avons nous-même pu vérifier que ce que dit Christiane More est vraisemblable, dans la mesure où nous avons eu un contact régulier, un moment, avec un militant du Komala, en 1986-1988. Par contre, nous n'avons plus guère d'informations pour la suite.

Nous savons que le régime de Khomeiny va entreprendre une véritable guerre d'éradication contre tous les partis d'opposition et toutes les minorités. Celles-ci se sont immédiatement manifestées, lors de la chute du shah et après la proclamation de la République islamique le 1<sup>er</sup> février 1979. Elles vont montrer leur espoir d'un changement, notamment en mars 1979 : Kurdes, Turkmènes, Azerbaïdjanais, Baloutches, Arabes. D'emblée, ils ont eu à s'affronter aux miliciens de Khomeiny. En mars et avril, la répression contre les villes kurdes de Sanandaj et Naghadeh se traduit par le massacre de plusieurs centaines de personnes. Il en sera de même, quoique un peu plus discrètement, envers la population arabe de Khorramshar et Abadan, en mai 1979. A Ahwaz, plusieurs syndicalistes sont arrêtés, de même que les militants trotskystes de la section iranienne du Secrétariat unifié de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

En août 1979, Khomeiny donne l'ordre à l'armée de réduire la résistance kurde : c'est une opération très politique, avec force publicité à la télévision, en vue d'aiguiser les sentiments nationalistes, les Kurdes étant présentés comme des criminels séparatistes, alors que le pays connaît des heures difficiles. Et il s'agit aussi d'en finir avec les expériences de vie sociale créées d'en bas dans les villages par les militants de Komala et du PDKI. Va maintenant s'ajouter et se combiner à ce climat, la guerre que Saddam Hussein a lancée en septembre 1979 contre l'Iran chiite et anti américain.

Progressivement, Khomeiny va éliminer tous les groupes en dehors de son parti, le Parti républicain islamique, y compris ceux qui, comme les Modjahedines ou le Toudeh, l'avaient soutenu. En 1981, l'opposant Massoud Radjavi tente d'organiser une unité des diverses oppositions, en vue d'œuvrer ensemble pour un Iran démocratique, en respectant toutes les classes sociales ; le PDKI se joint à l'opération. Radjavi lancera un appel à l'armée, « *aux soldats valeureux, membres nationaux et populaires de l'armée* », pour que « *au nom de Dieu clément et miséricordieux* », ils cessent d'agir contre la résistance kurde. Mais il a peu de chances d'être entendu. D'autant que l'Irak, en guerre donc contre l'Iran, aide plus ou moins les Modjahedines ainsi que le PDKI. Début 1982, les exécutions se comptent par milliers, les prisonniers politiques par dizaines de milliers. Tous sont présentés comme des « *contre-révolutionnaires mercenaires de l'Amérique* ».

En juin 1982, fort de l'ardeur populaire qui soutient le jeune régime révolutionnaire islamiste, l'armée iranienne reprend le dessus face à l'Irak, après les assauts subis initialement. Saddam Hussein réalise qu'il ne sera pas le nouveau gendarme qu'il espérait être dans la région, pour remplacer l'Iran. Il se reconnaît alors vaincu et propose un cessez-le-feu à Téhéran. Téhéran répond qu'il n'arrêtera la guerre qu'une fois Saddam Hussein tombé. Mais l'armée iranienne non plus ne sera pas capable de parvenir à cet objectif.

Selon Chaliand, (qui n'éprouve pas des sympathies pour le Komala), le PDKI est rejeté en 1984 hors d'Iran par les Gardiens de la révolution iraniens, et s'en serait suivi une

lutte violente entre PDKI et Komala. Le dirigeant du PDKI Ghassemlou, à qui Téhéran fait miroiter une possible négociation, tombera dans un piège, et sera assassiné à Vienne en juillet 1989.

Lorsque cesse enfin la guerre Iran – Irak, en août 1988, ce sera l'heure des règlements de comptes. Les Kurdes vont payer très cher le fait d'avoir reçu au cours de la guerre un soutien de l'Irak. Selon Chaliand, cela ressemble à « *un massacre organisé* ». Finalement, cette guerre, bien que catastrophique pour les deux camps sur le plan des dégâts et des victimes, se révèle une bonne affaire pour le régime de Khomeiny, et lui permet de s'installer durablement.

La constitution de la République islamique, à l'origine, reconnaissait l'existence des minorités : « *La langue et l'écriture communes à tout le peuple iranien sont le persan et l'écriture persane. (...) Néanmoins l'usage des langues locales ou de celles des tribus dans la presse et les moyens de communication de masse, ainsi que pour l'enseignement de la littérature de ces langues est autorisé à côté du persan* ». Nous avons vu comment ce beau discours a été appliqué.

Qu'en est-il des Kurdes de nos jours ? Le problème ethnique s'est manifesté par des manifestations et des émeutes entre 2003 et 2006, en particulier au Khouzistan. Dans le Kurdistan iranien, « *le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) a pendant plusieurs années mené une guérilla contre les forces iraniennes de sécurité, depuis ses bases situées au Kurdistan irakien* » (Questions internationales n°77, janvier-février 2016).

Il semble qu'un changement ait commencé avec l'élection récente du président de la République Hassan Rohani. Il faut dire qu'on estime que la moitié de la population iranienne parle une autre langue que le persan. Le régime accepterait d'offrir un certain accès aux ressources de l'Etat central, en échange de liens qu'il pourrait établir. Ainsi, en 2015, un Kurde sunnite a été nommé ambassadeur au Vietnam.

## *DES GUERRES D'IRAK A L'AUTONOMIE DU KURDISTAN D'IRAK*

Si un pays a été au cœur des bouleversements au Moyen-Orient, ces dernières décennies, c'est bien l'Irak. Et c'est également là qu'a fini par se mettre en place ce que certains considèrent comme un début d'Etat kurde, au nord du pays. Pour en comprendre la nature, il nous faut remonter encore une fois à la guerre Iran – Irak.

L'Irak a lancé cette guerre qui va s'avérer terriblement destructrice contre l'Iran de Khomeiny, et qui dure de 1980 à 1988. Après quoi, il se jette sur le Koweït, en est rejeté par une coalition militaire américaine impressionnante en 1991.

Lors de la guerre Iran-Irak, les dirigeants kurdes irakiens se sont mis à miser sur une victoire de l'Iran. Pourtant, on a vu qu'à plusieurs reprises, l'Iran, s'il avait soutenu un moment les Kurdes d'Irak ou de Turquie, ne l'avait fait que par calcul sordide, et ne se s'est pas privé de trahir son alliance avec eux. Et effectivement, une fois encore, le soutien de l'Iran aux Kurdes irakiens s'arrête avec la fin de la guerre. C'est alors que l'armée irakienne commet des atrocités qui restent dans l'histoire, avec l'anéantissement de 5000 habitants de la ville d'Halabja, exterminés aux armes chimiques, en mars 1988. C'est un nouvel exode, cette fois en direction de la Turquie.

En 1991, une nouvelle fois dans leur longue histoire insurrectionnelle, les Kurdes vont se soulever, pensant leur heure enfin arrivée. Suite à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990, dans un contexte mondial nouveau où l'URSS est en train de disparaître, les Etats-Unis, sous la houlette du père Bush, mettent une véritable raclée à Saddam Hussein, à son armée et à l'économie de l'Irak. Saddam Hussein vaincu, humilié, les Kurdes se posent la question d'une nouvelle possibilité pour eux. Or, ils reçoivent des grandes puissances des signaux qui semblent les encourager à sauter sur l'occasion. En septembre 1990, des dirigeants kurdes ont été reçus à Paris, pour la première fois, par des membres du gouvernement français, sous la présidence de Mitterrand. Et Bush lui-même en appelle au renversement de Saddam Hussein.

Mais ce que souhaite Bush, c'est que dans l'armée irakienne, des officiers renversent Saddam Hussein, des officiers avec lesquels on pourrait discuter et convenir d'un avenir pour l'Irak. Bush ne souhaite pas qu'une révolte gagne en Irak. Il sait que le pays est une dictature qui opprime à la fois les Kurdes et aussi les chiïtes, qui sont la religion majoritaire. Or, un pouvoir se retrouvant aux mains des chiïtes pourrait vouloir dire un rapprochement avec l'Iran, mis à l'index depuis l'arrivée de Khomeiny. Quant aux Kurdes, s'ils sont environ 11% de la population en Irak, ils sont bien plus nombreux, 20% ou plus, en Turquie. Or la Turquie est un allié militaire, avec des bases américaines et une adhésion à l'OTAN, et un allié économique et politique des Etats-Unis. Elle est en guerre avec ses Kurdes depuis des décennies. Pas question de perdre cette alliance avec la Turquie, qui ne supporterait pas de voir une victoire kurde à sa porte !

Les chiïtes, au Sud de l'Irak, et les Kurdes, au Nord, s'insurgent, et tentent de renverser Saddam Hussein. Il suffirait alors de très peu de choses pour en finir avec ce dictateur, qui ose agir contre les intérêts de l'impérialisme, qui ose prendre le pétrole du Koweït. Il suffit que les troupes américaines bougent un peu, très peu.

Côté kurde, les représentants du Front unifié du Kurdistan d'Irak soulignent qu'ils ne souhaitent pas que se forme un grand Kurdistan, qu'ils ne demandent même pas l'indépendance pour leur région, qu'ils se contenteraient juste d'une autonomie dans un Irak devenu démocratique. Rien n'y fait. Le président Bush fait le choix de laisser à Saddam Hussein les moyens de maintenir son ordre, sa dictature, à l'intérieur. Il donne l'ordre à ses troupes de rester immobiles.

Alors, commence un véritable enfer pour les Kurdes d'Irak. L'armée des Etats-Unis, qui vient d'étaler aux yeux du monde ses capacités et son efficacité, assiste, sans broncher, à l'écrasement par les restes de l'armée irakienne des chiïtes au Sud, des Kurdes au Nord. La reprise des villes par l'armée irakienne se traduit par un exode massif. Des centaines de milliers de Kurdes sont jetés sur les routes, et entament la traversée des montagnes. Les Turcs ne veulent pas d'eux, et ils se mettent à errer dans les montagnes enneigées. Les images monstrueuses sont montrées par les télévisions occidentales, elles vont inciter quelques dirigeants à réagir. En France, en Grande-Bretagne, ensuite aux USA même, on ressent qu'il n'est vraiment pas possible de ne rien faire, après la gigantesque mobilisation où ils ont réuni les armées de 34 pays.

Les Occidentaux, se sentant pour une fois moralement honteux, vont parachuter des vivres aux populations qui pataugent dans le froid et dans la boue. Le 2 avril 1991, le président Mitterrand annonce que si l'ONU ne fait rien, la France agirait seule sur le plan

humanitaire et diplomatique. L'anglais John Major lui emboîte le pas et demande aux Etats-Unis d'agir d'urgence.

Le 8 avril, la Grande-Bretagne propose de créer une zone de protection pour les Kurdes. C'est alors, et alors seulement que les Etats-Unis, où Bush se moque totalement des Kurdes, annoncent leur intention de créer une zone d'interdiction de survol pour l'aviation irakienne, au-delà du 36<sup>ème</sup> parallèle. Les Etats-Unis opèrent le début d'un tournant. Quitte à offrir une place, même bien limitée aux Kurdes, autant que ce soit sous leur contrôle, selon leurs intérêts bien compris. Le 16 avril 1991, les troupes US franchissent la frontière entre la Turquie et l'Irak, suivies des Français et des Anglais. Bagdad évacue ses fonctionnaires, espérant démontrer que les Kurdes seront incapables de se gérer eux-mêmes, ce qui pourra être le prétexte à un retour plus tard.

*« Depuis 1961, explique Chaliand, les Kurdes n'avaient plus ni revendiqué l'indépendance, ni contrôlé des villes. Soudain, ils devaient administrer quatre millions d'urbains, les campagnes ayant été détruites par les bombardements ». « Plus de 4500 villages avaient été rasés, plus de vingt-six villes endommagées. Les villes qui restaient étaient devenues d'immenses bidonvilles. Erbil, une ville de cent mille habitants, en abritait plus de sept cent mille en 1991. Les expulsés de Kirkouk et de sa région pétrolière étaient plus de huit cent mille, sans domicile fixe désormais ». (La question kurde à l'heure de Daech).*

Des camps sont mis en place pour les réfugiés. Ce sont les milices des deux partis kurdes PDK et UPK qui vont désormais exercer le pouvoir sur la région. Sur le plan politique, c'est le Front du Kurdistan, rassemblant huit partis, qui doit gérer les 42 000 kilomètres carrés, cernés d'ennemis.

Ce cadeau est empoisonné. Cela fait maintenant des décennies que les Occidentaux ont compris qu'il était possible d'exiger beaucoup de ces dirigeants kurdes. C'est que ces dirigeants ne comptent sur la mobilisation et la combativité des Kurdes que pour aller quémander un début de solution à leur problème. Les Occidentaux n'ont évidemment jamais répondu clairement que c'est cause perdue, qu'ils n'ont rien à attendre, que leurs intérêts égoïstes passent avant tout, en particulier leurs alliances avec les Etat de la région.

Ces dirigeants, depuis les tout débuts du mouvement national, ne pensent pas du tout pouvoir obtenir, seuls, une indépendance, ni même une autonomie. C'est qu'ils ne s'appuient pas sur une classe sociale puissante, comme cela a pu être le cas pour certaines bourgeoisies européennes lorsqu'elles ont contesté l'ancien ordre social. Elles s'appuient plutôt sur des bourgeoisies commerçantes de second ordre. Ces milieux sociaux se sentent et sont économiquement largement dépendants des grandes puissances, de leurs entreprises industrielles et financières. Ils n'imaginent pas une émancipation sans l'aile protectrice de l'une ou l'autre des grandes puissances, ou sans la bénédiction d'un des Etats de la région. Ils sont constamment à l'affût d'une opportunité, où ils pourraient disposer enfin d'un début de positionnement vers une forme d'autonomie ou une autre.

Les dirigeants occidentaux ont parfaitement intégré cette situation, qui est d'ailleurs celle d'une multitude de dirigeants à travers le monde. Ils savent qu'ils peuvent exiger beaucoup en échange du peu qu'ils donnent. Et ils ne vont pas s'en priver avec le Kurdistan irakien. La zone de fait autonome kurde au nord de l'Irak n'existera que si les dirigeants kurdes irakiens acceptent de collaborer avec les Etats-Unis. Et en particulier, qu'ils ne

s'occupent en rien de ce qui peut se passer de l'autre côté de la frontière, au Kurdistan turc. Aucun soutien à leurs frères turcs, cette clause sera suivie à la lettre. Mieux, ou pire, les dirigeants, Barzani comme Talabani, vont développer des relations d'affaires et devenir de grands amis du gouvernement turc.

Un regroupement se forme donc, mais il faut le légitimer par des élections. Massoud Barzani, président du PDK, est pour former une armée régulière, en remplacement des diverses milices, tout en unifiant les centres de décision. En fait, il compte sur sa popularité, issue de ses combats et de son exil, pour gagner l'autorité suprême sur cette construction.

Début 1992, le PDK et l'UPK se mettent d'accord sur l'idée d'un régime parlementaire, et sur des élections à scrutin proportionnel, avec une barre d'un minimum de 7% des voix pour avoir une représentation. Les petits partis auront tous moins de 7% : le Mouvement islamique, le Parti communiste et le Parti socialiste. Barzani obtient 47 % des voix, Talabani 45%. Talabani refuse d'avoir moins de députés que Barzani et conteste le scrutin. Finalement, on se met d'accord pour un nombre égal de sièges.

Si Talabani refuse le strict verdict des urnes, c'est que Barzani aurait en ce cas pris tous les postes et à tous les échelons, au nom de sa majorité. « *L'UPK n'aurait pas même eu de mairie ou de conseillers municipaux pour exprimer un éventuel désaccord et subvenir aux besoins des membres du parti* ». Et si Barzani accepte de partager le pouvoir, c'est que l'UPK s'est beaucoup développé, contrairement au PDK, notamment sur le plan militaire au sud et à l'est du Kurdistan irakien. « *Beaucoup de jeunes avaient rejoint ses rangs, séduits par ses idées d'autodétermination et de ferveur révolutionnaire.* » (Chaliand)

Le Kurdistan prend le nom de « région », le Parlement comprend 105 députés : 50 PDK, 50 UPK, mais aussi 4 du Mouvement démocratique assyrien, 1 de l'Union chrétienne du Kurdistan ; 6 des élus des listes kurdes sont des femmes. Le président du conseil des ministres devient Premier ministre, et le président de l'Assemblée nationale chef de l'Etat.

#### *LA GUERRE CIVILE KURDE 1994-1998*

En fait, on singe un peu le fonctionnement occidental, pour plaire aux Etats-Unis et leurs alliés. Mais le véritable fonctionnement lié à la famille perdure. « *Chaque famille reste traditionnellement proche de tel ou tel parti et les nouvelles nominations se faisaient (et se font encore) exclusivement en fonction de ceux-ci. Chaque parti disposait de sa propre milice et, lors de la création d'une armée régulière, chaque officier était secondé par un officier du parti opposé... Cette institution indispensable, nous dit Chaliand, en ressortit totalement paralysée* ». Derrière l'hypocrisie du modèle occidental et de sa démocratie formelle, se cache une méfiance profonde, qui, dans les conditions difficiles, va finir par mener à la guerre civile.

C'est d'en bas que le conflit démarre. Le point de départ, c'est une altercation, lors d'une récupération de terres agricoles le 1<sup>er</sup> mai 1994. Deux habitants proches de l'UPK sont tués. L'UPK réplique en arrêtant et en exécutant 26 proches du PDK. Les dirigeants ont beau appeler au calme, rien n'y fait. L'Irak, les Etats-Unis, l'Iran, la Turquie, la Grande-Bretagne, tentent chacun son tour d'intervenir. Sans résultat. C'est la guerre civile, et chaque camp tente de gagner le plus de territoire possible. C'est l'UPK qui se révèle le plus fort.

Finalement, c'est à Paris qu'une médiation va freiner cette guerre. Danielle Mitterrand convainc le président français d'inviter les dirigeants kurdes à Rambouillet, en juillet 1994. Sont nommés médiateurs Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, l'ambassadeur de France et Gérard Chaliand. Le PDK exigea de nouvelles élections, et l'UPK de toucher les revenus douaniers perçus par le PDK depuis les affrontements. Un accord est signé pour des élections en 1995 et un partage des ressources financières.

Mais un nouveau coup de tonnerre vient, encore une fois, de l'Iran. L'Iran décide de cesser de soutenir le PDK, pour soutenir maintenant l'UPK. Se sentant devenir très fort, le dirigeant de l'UPK, Jalal Talabani, déclare la mobilisation générale de toutes ses milices et appelle à chasser le PDK du Kurdistan. En fait, il y a à ce moment-là deux Kurdistan d'Irak : celui du PDK au Nord et à l'Ouest, celui de l'UPK au Sud et à l'Est. Et se mettent en place deux gouvernements, le PDK à Erbil, l'UPK à Sulaïmanieh.

Or, depuis un moment, l'UPK a noué de bons contacts avec le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, en Turquie. Du coup, le PDK se retrouve pris en tenaille entre ces deux alliés, l'UPK et le PKK. La guerre civile kurde est en train de s'internationaliser.

Joli coup donc de la part de l'Iran. Sans doute y avait-il une crainte pour l'Iran de voir s'établir à sa frontière une entité stable et armée pro-occidentale, et il était donc préférable pour lui de la torpiller avant qu'elle ne parvienne à maturité. En tout cas, on peut dire que nous avons vu les manœuvres de l'Iran du shah envers les Kurdes débiter en 1930 et recommencer dans les années 1960. On les voit maintenant reprises par l'Etat islamique iranien. Les ayatollahs de Téhéran, en échange de leurs armes fournies à l'UPK, lui demandent de lutter contre les Kurdes iraniens du PDKI, Parti démocratique du Kurdistan iranien. Et Talabani ne va pas se priver de le faire. Il part chasser les réfugiés iraniens du PDKI à Koysandjak. L'image de l'UPK en prend un coup aux yeux des Kurdes.

Mais ce n'est pas tout. L'UPK, plus fort que jamais, se lance dans une offensive contre le quartier général de Massoud Barzani. Mis personnellement en danger, celui-ci en appelle à l'aide internationale. Personne ne bouge. Alors, le 22 août 1996, Barzani va appeler au secours... Saddam Hussein. La souveraineté de l'Irak est mise à mal par l'Iran, lui explique-t-il, même si c'est Talabani qui agit. Pour Saddam Hussein, c'est un cadeau inespéré ; il peut justifier de revenir sur la zone d'exclusion définie par les Occidentaux. Il montre partout la lettre de Barzani et il envoie trois divisions irakiennes. Cette fois, c'est l'image du PDK qui est ternie : faire appel au tyran qui avait gazé les enfants d'Halabja !

Tout se passe comme si les actions des chefs et de leurs milices s'éloignent de plus en plus des aspirations de la population elle-même. C'est peut-être pourquoi on assiste alors à une vraie débandade de l'UPK, qui ne sait pas résister à l'avancée de l'armée de Saddam Hussein. Erbil est libérée de l'UPK en vingt quatre heures. La direction de l'UPK court même se réfugier carrément en Iran, abandonnant la ville de Sulaïmanieh au PDK.

Barzani qui n'en demandait pas tant, se retrouve seul maître de toute la « *région du Kurdistan* ». Il décrète une amnistie générale, à condition que Talabani accepte de fondre les milices et d'organiser un véritable parti. Saddam Hussein se dit alors qu'il pourrait peut-être collaborer avec Barzani, puisque celui-ci a fait appel à lui. Et il autorise la circulation des biens et des personnes dans la région. Mais Barzani va rester fidèle aux Etats-Unis.

L'Irak de Saddam Hussein comme l'Iran de Khomeiny vont manœuvrer pour réintroduire l'UPK au Kurdistan irakien. Un Kurdistan instable est pour eux une meilleure affaire. L'UPK reprend progressivement des positions. Et le Kurdistan s'installe sur une ligne de fracture : PDK allié avec la Turquie, UPK allié avec l'Iran et avec le PKK turc. En 1997, le PDK, en mauvaise position, est encerclé par l'UPK et le PKK. C'est la Turquie qui lui sauve la mise, en faisant fuir le PKK avec ses blindés et son aviation.

Cette guerre civile entre PDK et UPK ne s'arrêtera qu'en 1998. Les deux partis finissent par comprendre qu'ils ne peuvent ainsi s'affronter indéfiniment. Ils signent un accord sous l'égide cette fois du président américain Clinton. Mais les effets de cette guerre civile vont affecter durablement la population. Toutes les familles en sont marquées.

### *LA REGION KURDE AUTONOME EN IRAK*

Nous l'avons vu lors de notre étude sur le monde musulman et l'Occident (<http://louvrier.org/autres-textes/e35-le-monde-musulman-chiites-sunnites-le-moyen-orient-et-l-occident-0>), les dirigeants américains en place au moment du 11 septembre 2001 avaient pour intention de renverser Saddam Hussein en Irak. Ils demandent donc aux Kurdes de la région autonome de s'unifier, en rassemblant dans un front unique leurs tendances politiques, pour mieux les aider dans leur intervention, et les soutenir militairement. Cette pression directe des Etats-Unis, et l'espoir qu'un changement pour les Kurdes pourrait sortir du renversement de Saddam Hussein, les amène à composer. Chaque camp reconnaît que l'autre existe, qu'il n'est pas la seule autorité.

Une conférence est organisée à Londres avec tous les partis, sauf le Parti communiste irakien et le parti de l'Appel islamique. Est actée l'idée d'un futur Irak qui sera fédéral, démocratique, parlementaire, aura l'islam pour religion d'Etat, et admettra des droits aux minorités. Mais la Turquie voit d'un très mauvais œil cette perspective d'un Kurdistan voisin. C'est en partie pour cette raison qu'elle va s'opposer à l'intervention américaine en Irak. Le 1<sup>er</sup> mars 2003, le Parlement turc refuse aux 62 000 militaires US le passage par son sol.

George W. Bush, le fils de son père et de la première Guerre contre Saddam Hussein, décide de passer outre, outre le refus de la Turquie, de la France, de l'Allemagne, outre l'absence de feu vert de l'ONU, outre les manifestants contre la guerre le 15 février 2003 : trois millions à Rome, deux millions à Londres, 500 000 à Madrid. Le 20 mars, commence l'opération Iraqi Freedom. Les Américains entrent dans Bagdad deux semaines plus tard. Ils excluent les fonctionnaires de tous les postes, détruisent leurs bureaux. Police, armée, tout le monde est mis à la porte.

On sait la suite. La mise sur la touche de l'ancien appareil d'Etat de Saddam Hussein par les occupants américains, puis la mise sur la touche des sunnites par le nouveau pouvoir chiite, vont ouvrir la voie, d'une part à l'arrivée des islamistes d'al Qaïda venus à la rescousse des sunnites, d'autre part à la révolte d'une fraction de leur ancien appareil d'Etat, notamment militaire, qui finit par rejoindre les éléments les plus radicaux d'al Qaïda, donnant ainsi naissance à l'Etat islamique. L'Irak va être mis à feu et à sang, sans que les Etats-Unis y puissent quoi que ce soit, soulignant le fiasco complet de leur intervention.

Sous l'aile protectrice américaine, un nouveau gouvernement est constitué en Irak. On copie alors ce qu'avait fait en son temps la France au Liban : on instaure des quotas de

représentation, selon le poids démographique de chaque communauté ethnique ou religieuse ; chose qui n'avait jamais existé en Irak. En 2004, la population chiite obtient ainsi d'être représentée au nouveau gouvernement par 13 sièges sur 25, les Kurdes et les Arabes sunnites 5 chacun, les Assyriens et les Turcomans 1 chacun.

Pour les Arabes sunnites, qui représentent 23% de la population, (Les Kurdes, également sunnites, étant 17%) et qui ont détenu les différents pouvoirs depuis l'indépendance, c'est une humiliation et un déclassement social considérable. Et qui plus est, il est dû à une intervention étrangère, qui offre le pouvoir à des chiites, des hérétiques, et à des Kurdes, des vagabonds. Tout ceci leur est insupportable.

A ce moment-là, le Kurdistan est relativement épargné par la violence qui déferle sur le pays. Des élections législatives sont organisées en janvier 2005. 111 listes vont se présenter. Face à la multitude des listes arabes, les Kurdes se mettent d'accord pour faire une liste commune, l'Alliance du Kurdistan, en y intégrant les minorités. La présidence de la région du Kurdistan est donnée au PDK, et celui-ci s'engage à soutenir en échange Talabani pour la présidence de l'Irak lui-même.

Les élections donnent évidemment la première place aux chiites, l'ayatollah al Sistani obtient 48% des voix. L'Alliance du Kurdistan est en seconde position avec 26% des voix. Grâce à quoi Jalal Talabani obtient la présidence de la République. Son Premier ministre est un chiite de l'Appel islamique, un sunnite est à la présidence de l'Assemblée nationale. Dans la région du Kurdistan, le poste de Premier ministre revient à Neçirvan Barzani ; c'est le petit fils de l'historique Mustapha Barzani, le fondateur du PDK.

Bien que l'immense majorité de la population kurde serait pour l'indépendance, les Etats-Unis ne l'autorisent pas, pour satisfaire l'allié turc. Mais à la place, on donne des droits assez importants aux régions, en fait donc au Kurdistan. Le nouvel Etat irakien est un Etat fédéral. Neuf domaines restent de la compétence de l'Etat central, à Bagdad : la politique étrangère, la diplomatie, la politique économique et commerciale, la nationalité et le séjour des étrangers, les politiques monétaire et douanière, les postes et télécommunications, le budget, les ressources hydrauliques et le recensement. Sept compétences sont dévolues aux régions : l'administration des douanes, la production et la distribution de l'énergie électrique, la politique environnementale, le développement, la santé, l'éducation, l'organisation des ressources hydrauliques.

Le pays a deux langues officielles, l'arabe et le kurde. Surtout, fait unique au monde, une constitution est prévue qui doit reconnaître qu'aucune présence de l'administration ou des forces de sécurité irakiennes n'est admise dans la région du Kurdistan ! Enfin, pour ce qui est du point essentiel des revenus du pétrole, les installations déjà existantes verront leurs bénéfices aller à l'Etat central, mais les nouvelles exploitations verront leurs bénéfices revenir aux régions.

En fait, Talabani et Massoud Barzani (fils de l'historique Mustapha Barzani), pour éviter de s'affronter, se partagent la région, avec des administrations séparées. Au sud, l'UPK emploie 97 000 fonctionnaires, avec un gouvernorat à Sulaïmanieh. Au nord, le PDK détient une région plus riche, avec deux gouvernorats, Dohuk et Erbil, et 125 000 fonctionnaires. Comme dit Chaliand, ils ne sont « *pas tous indispensables, mais cela crée des emplois* ».

La région va vivre d'une aide financière américaine, à laquelle s'ajoutent des droits de douane que vont prélever les milices sur les marchandises qui transitent par le Kurdistan, et aussi sur les divers trafics qui sont entraînés du fait de l'embargo commercial auquel est soumis l'Irak. Mais la principale source de profit est le pétrole.

Voici, à ce sujet, l'analyse du groupe trotskyste américain The Spark : « *En détruisant le vieil appareil d'Etat de Saddam Hussein, les Etats-Unis ont desserré l'emprise de l'Etat irakien sur l'industrie pétrolière. Et en jouant les divisions et les tensions ethniques et religieuses au sein du pays, les Etats-Unis ont potentiellement divisé cette industrie en deux : une partie contrôlée par le gouvernement central irakien et l'autre contrôlée par le gouvernement régional du Kurdistan dans le nord du pays. Les compagnies pétrolières se sont empressées de jouer les uns contre les autres. ExxonMobil, la plus grande compagnie pétrolière du monde, a signé un contrat avec le gouvernement central pour l'extraction des champs pétrolifères du sud, près de Bassora, région d'où provient aujourd'hui la plupart du pétrole irakien. Fin novembre (2011), ExxonMobil a signé un contrat, qui lui était bien plus favorable, avec le gouvernement kurde pour des opérations de forage dans le nord du pays. Le gouvernement Maliki a menacé ExxonMobil de l'empêcher d'obtenir de nouveaux droits d'exploitation dans le sud. Mais ces menaces n'ont pas l'air d'avoir inquiété Royal Dutch Shell, Chevron et l'italien ENI, qui ont annoncé qu'ils étaient eux aussi prêts à signer un accord avec le gouvernement régional kurde* » (traduction de The Spark, Classe Struggle n°73 février-mars 2012, dans Lutte de Classe n° 143, avril 2012).

Aujourd'hui, la région kurde autonome en Irak compte 4 700 000 habitants (chiffre 2014), sur 42 000 km<sup>2</sup>. Elle ne couvre que les deux tiers du Kurdistan traditionnel irakien. Le reste, c'est essentiellement Kirkouk, ville pétrolière, que Bagdad a voulu conserver. Mais en 2014, l'Etat islamique menace la ville, l'armée irakienne s'enfuit sans combattre. Ce sont les peshmergas kurdes qui la défendent. Massoud Barzani déclare que la ville restera désormais au Kurdistan.

Pour Chaliand, le Kurdistan tranche dans la région par son attitude envers les minorités. Les Chaldéens (attachés à l'Eglise catholique), les Assyriens (autocéphales, orthodoxes non soumis à un patriarche) sont quelques dizaines de milliers, chassés par les Jeunes-Turcs au cours de la Première Guerre mondiale. Ils ont une liberté de culte, des journaux, un programme radio et télévision et une représentation politique. Les Yézidis disposent d'un centre communautaire à Dohuk, un temple à Lalish. Les Turkmènes sont 300 000 et ont des représentants au Parlement.

L'argent du pétrole va profondément modifier des quartiers entiers d'Erbil. En 2013, la province kurde autonome signe directement des contrats d'exploitation avec les compagnies pétrolières occidentales, comme l'américain Chevron ou le français Total. Un pipe-line est lancé pour exporter directement le pétrole sur le port turc de Ceyhan, sans rien avoir à devoir à l'Etat central irakien. Bagdad proteste, mais le Kurdistan s'en moque. Progressivement, les compagnies des puissances occidentales achètent ainsi une couche de privilégiés. Une nouvelle bourgeoisie comprador (dans les pays dominés, membres de la société qui s'enrichit dans le commerce avec l'étranger) se forme et se met à afficher sa richesse, voitures des plus belles marques occidentales, villas luxueuses, etc.

Cette installation dans un fonctionnement d'Etat change considérablement la vie et les mentalités. Les combattants ne combattent plus que pour leur petit confort. La mentalité, dans le Kurdistan d'Irak, en est arrivée à considérer le travail manuel comme dégradant : on le

laisse aux Bengladeshis, aux Tamouls et aux Indiens, comme dans les pays du Golfe. Le ministère de la Culture emploie près de 16 000 fonctionnaires, une fois et demi ce qu'il y a en France ; une fois qu'ils sont payés, il ne reste rien dans le budget. La population kurde répugne à tout autre travail que peshmerga ou fonctionnaire, et 76% du budget de l'Etat kurde est alloué au salaire des fonctionnaires et aux pensions pour les familles des victimes. Les autres travaux, dans le bâtiment notamment, sont assurés par les chrétiens, les Yézidis, les Turcs, les Arabes, les Turkmènes. On voit d'anciens peshmergas s'enrichir éhontément. Et les écarts de revenus se creusent.

*« Dans la vie des divers partis politiques (...), explique Chaliand, les postes de cadres sont tous détenus par des descendants des familles importantes, les postes économiques également. On trouve parfois aussi à ces places des anciens combattants particulièrement valeureux. Les marchés publics et les investissements financiers sont monopolisés par les groupes proches des partis. Malgré les discours démocratiques, les jeux d'influences, les révérences et les préséances, reste l'indépassable règle du jeu. La jeunesse kurde en ressent une frustration grandissante car dans les faits, si l'on n'appartient pas à une famille disposant de pouvoirs, on a peu de chances de parvenir à faire ce que l'on souhaite en restant au Kurdistan. »*

Oui, il y a de quoi être déçu, après tant et tant de combats. Mais c'est en fait un peu la règle aussi dans les plus belles démocraties dont veut s'inspirer ce Kurdistan, la France, les Etats-Unis, etc. L'égalité des chances est une illusion. Le Kurdistan d'Irak est donc un curieux mélange et les bienfaits du mode vie occidental sont vite rattrapés par ses profonds défauts.

Les combattants kurdes qui s'installent dans la routine de la gestion du profit baissent la garde, oublient leurs anciennes motivations. L'irruption de l'Etat islamique, à l'été 2014, va être un coup qu'ils ne verront même pas venir. Même la prise de Mossoul à l'armée irakienne en juin ne les réveille pas. Les forces irakiennes étaient au nombre de 86 000, policiers et militaires, mais les officiers les premiers, corrompus, s'enfuient sans combattre. C'est à ce moment que Abu Bakr al-Baghdadi annonce qu'il met en place le califat islamique.

Et en juillet et août, le PDK est mis en déroute par Daech à Zumar et à Sindjar. On réalise alors que l'armée kurde s'est délitée : manque d'entraînement, équipements inadaptés, et perte des valeurs. Il faudra l'intervention de l'aviation, iranienne d'abord, américaine et alliée ensuite, pour stopper l'Etat islamique. Sans cela, nous dit Chaliand, *« c'en était fini du Kurdistan d'Irak »*.

### *EN TURQUIE, LE PKK, PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN*

Rappelons d'abord que c'est en Turquie que vivent 15 millions ou plus de Kurdes, probablement la moitié de l'ensemble de la population kurde de la région. Sous l'empire ottoman, les chefs kurdes étaient fort bien traités et considérés. Mais leur sort a totalement vacillé avec la mise en place, par Mustapha Kemal, de l'Etat nation. Les régions kurdes du sud-est de l'Anatolie sont désormais les plus pauvres du pays. Une grande partie de cette population, peut-être 60%, a émigré vers les villes de Turquie. La plus grande ville kurde est sans doute Istanbul, où il y aurait deux millions de Kurdes, sur les 8 millions d'habitants ; c'est aussi une fraction importante de la classe ouvrière turque.

La Turquie a connu d'importants changements, avec une rapide industrialisation après les années 1960, avec la naissance d'une classe ouvrière nombreuse, le développement des organisations de gauche et d'extrême gauche, et en contre coup une série de coups d'Etat militaires en 1960, 1970, 1980.

Ces organisations de gauche accueillent un nombre important de Kurdes. Ainsi, le POT (Parti ouvrier turc), fondé en 1961, ose présenter des candidats kurdes aux élections de 1965, et quatre d'entre eux sont élus. En 1969, il met un Kurde à sa présidence. Mais lorsqu'il reconnaît officiellement l'existence d'un peuple kurde, il est immédiatement interdit et ses dirigeants arrêtés, accusés de « séparatisme ».

La situation des Kurdes s'aggrave à la suite du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. 30 000 personnes sont arrêtées, le Parlement est dissous, les partis politiques interdits. Il s'agit de rétablir l'ordre alors que le pays est déjà sous le coup de la loi martiale depuis un an, et qu'il continue à rester agité à la fois par de fortes grèves ouvrières, des actions violentes contre le mouvement ouvrier du fait de l'extrême droite, des attentats menés par les Arméniens, d'autres par le PKK.

Avant le coup d'Etat militaire de 1980, le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, est l'un des principaux groupes kurdes en Turquie, alors que le PDK s'est beaucoup affaibli, suite à ses divisions. Le PKK est né en 1978. Dans le tract qui annonce sa création, on peut lire : *« Depuis des siècles, le peuple du Kurdistan a mené une guerre de libération contre la domination étrangère et ses collaborateurs locaux. De façon à élever le combat au niveau d'une guerre de libération nationale pour laquelle la situation est mûre, et de façon à combiner le combat avec la lutte de classe, le Parti des Travailleurs du Kurdistan a été fondé. C'est la nouvelle organisation du prolétariat du Kurdistan ».*

Ce sont des étudiants qui créent le courant à l'origine du PKK. Ils ont pour leader quelqu'un qu'ils appellent dans le langage populaire « Apo » ; c'est Abdullah Ocalan. L'organisation use immédiatement de la violence : *« Contre la violence réactionnaire, nous proposons la violence révolutionnaire pour protéger et défendre la dignité nationale du peuple kurde ».* Elle organise des attentats contre la droite turque et aussi contre des féodaux kurdes. Cela lui donne une certaine popularité auprès des plus exploités dans la population kurde.

Pour le PKK, la société kurde se partage en trois courants politiques : un courant chauviniste et social-chauviniste, qui représente la bourgeoisie dominante ; en font partie tous les Kurdes se trouvant dans des organisations dominées par des Turcs. Cela désigne le Parti communiste et le Parti socialiste turcs, qui ne soutiennent pas le droit inconditionnel des Kurdes à l'autodétermination.

Le second courant est le courant réformiste nationaliste. Là, le PKK place pratiquement toutes les autres organisations kurdes, qui selon lui sont basées sur des couches féodales ou bourgeoises compradores. Enfin, il y a les courants marxistes-léninistes, les seuls qui soutiennent sans équivoque le principe d'autodétermination.

En clair, une fois creusé son jargon pseudo marxiste, ce qui compte avant tout, pour le PKK, ce n'est pas tant la lutte de classe, mais la revendication ou le refus de revendiquer l'indépendance du Kurdistan. Dans la pratique, il va accepter de collaborer avec des partis liés

aux milieux féodaux, comme le PDK de Turquie et le PDK d'Iran, et il s'opposera à d'autres qui se disent marxistes-léninistes.

Le PKK se dit marxiste-léniniste, Il se dit aussi « *internationaliste*, ajoute Christiane More, *et à ce titre quelques Turcs militent en son sein, tel Kemal Pir membre du Comité Central du PKK mort le quarante cinquième jour d'une grève de la faim en septembre 1982 à la prison de Diyarbakir.* » Lors de son procès, Pir a déclaré qu'il participait « *au combat des révolutionnaires kurdes contre le colonialisme turc, car il savait que la libération de la Turquie ne serait possible que par la libération du Kurdistan* ».

Une partie notable de l'activité du PKK consiste vite à éliminer soit des concurrents des autres partis politiques kurdes, soit même des militants qui l'ont abandonné ou qui sont en désaccord avec Öcalan. Lorsqu'il se lancera dans la lutte armée contre l'Etat turc, il mènera des opérations punitives contre les villages qu'il accuse de collaboration, tuant même femmes et enfants. Il ira jusqu'à, en décembre 1991, mener des actions comme l'incendie d'un grand magasin turc, ce qui commencera à créer une fracture qui n'existait pas encore entre Kurdes et Turcs. Tout ceci est évidemment humainement insupportable. Et c'est politiquement à l'opposé des idées qu'il prétend afficher. La réalité montre que le PKK est un parti nationaliste radical de guérilla.

Le PKK subit la répression dès ses débuts, en 1979, avec des centaines d'arrestations. Cette répression se durcit encore avec le coup d'Etat de 1980. Il passe alors dans une clandestinité totale. Selon C. More, dans ces années de jeunesse, il recrute parmi les ouvriers les plus pauvres, provenant des régions les plus défavorisées du Kurdistan. Selon Lutte Ouvrière, c'est dans la petite bourgeoisie qu'il trouve des militants et des cadres voués à devenir des martyrs de la cause nationale kurde, y compris dans des opérations-suicide contre l'armée turque.

Début des années 1990, on assiste à un véritable quadrillage militaire du Kurdistan turc. Il s'agit pour l'armée turque d'en chasser le PKK. Elle se livre à la destruction de très nombreux villages dès qu'ils sont soupçonnés d'avoir aidé le PKK. Des personnalités subissent des exécutions ciblées pour avoir dit leur soutien plus ou moins ouvert au PKK. L'Etat turc recrute des agents kurdes pour espionner et l'informer. Le PKK les élimine. Bref, plus l'Etat se durcit, plus le PKK fait de même. Cette action militaire va ainsi survivre à trois décennies face à une armée qui mène sa contre-insurrection avec une rigueur implacable.

Dans la tradition kurde que nous avons vue et revue tout au long de cette histoire, le PKK se trouve un allié de l'autre côté de la frontière, en Syrie. Cela commence dès ses débuts, en 1979. Hafez el Assad est le maître de la Syrie depuis 1970, et il a un allié, qu'il est en train de se construire depuis peu, au Liban, le Hezbollah. Grâce à quoi, le PKK va pouvoir s'organiser, entraîner ses militants sur le plan militaire et disposer de vastes terrains de manœuvre dans la plaine de la Bekaa. Mais tout se paye en politique comme dans la vie. Cette activité centrée sur l'action de type militaire développe déjà un culte du chef de plus en plus aigu pour la personne d'Öcalan.

En 1984, le PKK défie ouvertement l'Etat turc et déclare qu'il entre officiellement en « lutte armée » contre la Turquie. Le conflit fera 45 000 victimes sur une trentaine d'années. Et selon Chaliand, qui n'éprouve aucune sympathie pour le PKK, la majorité de ces victimes « *ont été le fait de l'armée turque et de ses auxiliaires, tels les "escadrons de la mort" et autres organisations paramilitaires. Selon le département d'Etat américain, près de 4000*

*villages et hameaux ont été détruits, occasionnant d'importants déplacements de population. »*

Début des années 1990, la lutte armée du PKK commence à prendre une allure de soulèvement populaire. Une députée, Layla Zana, ose prononcer quelques phrases en kurde au Parlement. Elle est condamnée à quinze années de prison. Mais la répression a beau faire, le PKK a beau être empêché de contrôler le moindre territoire, la jeunesse continue d'aller vers lui, et de combler ses pertes. Tout se passe comme si l'action de l'armée jetait la population kurde dans les bras du PKK.

En 1993, sous le gouvernement Demirel, une partie de la bourgeoisie turque tente une solution politique au problème kurde. Pour la première fois, la langue kurde est autorisée. C'est que la guerre coûte cher, près de dix milliards de dollars par an. Le très puissant homme d'affaires Sabanci se désole : « *Cela fait dix ans que nous essayons de trouver une solution militaire et nous avons dépensé plus de cent milliards de dollars* ». L'économie en pâtit, avec une inflation qui atteint au milieu des années 1990 les 100%, des mouvements de panique financière, des fuites de capitaux.

Mais l'armée ne l'entend pas de cette oreille, et la répression ne faiblit pas. On la voit même brûler des forêts pour « *assécher l'eau dans laquelle baigne le mouvement de guérilla* ». Des centaines de milliers de personnes émigrent des campagnes et vont s'entasser dans des bidonvilles autour des agglomérations. Diyarbakir passe en quelques années de 300 000 à un million et demi d'habitants. De son côté, le PKK commence à s'implanter chez les Kurdes des grandes villes de Turquie. Sauf qu'il ne va en rien se montrer soucieux de gagner la sympathie des travailleurs et des pauvres turcs.

Pour tenter de couper les soutiens du PKK en Syrie, la Turquie exige de la Syrie qu'elle expulse Öcalan, et la menace sinon d'une intervention militaire. Öcalan décide la fin des combats le 1<sup>er</sup> septembre 1998, il escompte qu'ainsi des négociations vont pouvoir se tenir. Mais l'Etat turc reste intraitable. Öcalan se sauve en Russie, qui le renvoie vers la Grèce, d'où il part en Italie et au Kenya. Mais ses communications sont suivies par les Américains. Il est capturé à Nairobi en février 1999 par les services secrets turcs, aidés des Américains et des Israéliens. Il purge toujours une peine de prison à perpétuité.

Le coup est rude pour le PKK. Il s'ajoute à la défection de la Syrie et à celle de l'UPK. C'est qu'en septembre 1998, à Washington, l'accord signé entre PDK et UPK stipule que les dirigeants kurdes d'Irak empêcheront le PKK d'utiliser le Kurdistan irakien comme base arrière.

Öcalan multiplie les signes de bonne volonté. Les dirigeants du PKK déclarent qu'il n'est plus une organisation marxiste-léniniste. Ils expliquent qu'ils ne recherchent pas l'indépendance mais une simple autonomie qui ne porterait pas atteinte aux frontières de la Turquie, et se limiterait à la reconnaissance de la langue et de la culture kurdes. Et vis-à-vis cette fois des notables kurdes, ils ajoutent qu'ils reconnaissent les valeurs de l'islam. Malgré tout cela, Öcalan ne trouve aucun interlocuteur.

Oui, mais la solution militaire n'en est pas une. En 2010, la grande bourgeoisie se met à critiquer ouvertement les généraux, l'armée et une partie de l'appareil d'Etat sur le fait que 25 années de guerre contre la population kurde n'ont abouti à rien, mais ont coûté plus de 300 milliards de dollars et fait 45 000 morts.

Un tournant est finalement pris en 2013, sous la présidence Erdogan, au pouvoir avec son parti l'AKP depuis fin 2002. L'opinion publique est préparée au virage par une campagne de presse sur l'inutilité du sang versé, le patronat s'engage pour le « *le processus de paix* » et des célébrités des medias et du spectacle discourent en faveur de la paix. L'Etat monte une chaîne de télévision publique en kurde. Mais il aura aussi fallu qu'Erdogan réussisse un bras de fer contre les généraux.

Un autre facteur a sans doute compté, c'est ce qui se passe maintenant en Syrie. Depuis qu'une partie de la population syrienne s'est soulevée contre Bachar el Assad, la Turquie a pris le parti de la rébellion et s'est mise à la soutenir. Erdogan souhaite ainsi affirmer la puissance de la Turquie, qu'il verrait bien comme un nouveau phare pour le monde sunnite, face au monde chiite dirigé par l'Iran, avec lequel el Assad est allié.

La Turquie veut donc concurrencer l'Egypte ou même l'Arabie saoudite. Elle s'est trouvée un créneau pour jouer ce rôle, en adoptant une attitude favorable aux Frères musulmans. La révolution arabe avait mis les Frères musulmans au pouvoir en Egypte, en la personne de Mohamed Morsi, en 2012. Mais s'en est suivi un coup de l'armée contre lui, et une violente répression contre les Frères musulmans. La Turquie s'est alors présentée comme un refuge pour les Frères.

En Syrie, Bachar el Assad trouve une réplique à l'aide qu'apporte la Turquie à la rébellion chez lui. Il offre carrément aux Kurdes de Syrie une partie de son territoire, le long de la frontière turque, et laissant ainsi se créer une « zone libérée », el Assad escompte que le PKK turc pourra en profiter, ce qui compliquera la tâche militaire pour la Turquie dans sa guerre contre le PKK.

En réponse à l'ouverture d'Erdogan, Öcalan donne l'ordre à ses combattants de se retirer du territoire turc. Le mouvement de retrait commence effectivement le 8 mai 2013. Le gouvernement turc estime alors que 2000 hommes et femmes en armes devraient se diriger vers les monts Qandil, refuge du PKK dans le Kurdistan irakien, où se trouvent déjà les chefs de l'organisation ainsi qu'environ 5000 combattants disséminés dans les camps d'altitude, le long de la frontière turque.

En février 2015, Öcalan déclare : « *J'invite le PKK à convoquer un congrès extraordinaire au printemps pour prendre la décision stratégique et historique de désarmer, il est temps de passer du combat armé à la lutte politique* ». Erdogan, élu haut la main président en août 2014, promet une nouvelle constitution où seraient mentionnés les droits démocratiques des kurdes. En apparaissant comme celui qui aura réglé ce vieux problème, il escompte obtenir une large majorité aux législatives du 7 juin, en vue d'élargir les pouvoirs présidentiels. Son Premier ministre déclare que « *toute discrimination entre Turcs et Kurdes, entre sunnites, sera désormais impossible* ».

Mais le même Erdogan, en juillet 2015, opère sur la question kurde un virage à 180°. Sommé par les Occidentaux de cesser de tolérer, voire d'aider, l'Etat islamique – l'un des ennemis d'El Assad-, il annonce qu'il va s'en prendre à lui, et se met en guerre... contre les Kurdes et le PKK. La guerre reprend avec la violence des pires moments. L'aviation turque se met à viser les combattants du PKK qui se sont repliés dans le Kurdistan d'Irak, ce qui ne peut avoir eu lieu qu'avec l'autorisation des Américains. Ceux-ci la confirment puisque la

Maison Blanche déclare que les Turcs ont le droit de « *mener des actions contre des cibles terroristes* ».

Pourquoi ce revirement d'Erdogan ? Il intervient juste après un relatif échec aux élections législatives. Son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement) n'a pas obtenu une majorité aux législatives du 7 juin. Ce qui interdit à Erdogan son projet de modifier la constitution comme il le souhaitait. C'est une claque pour lui qui gagnait toutes les élections depuis 2002. Cherche-t-il à regagner des voix en jouant soudain à l'homme fort ?

En tout cas, le revirement de la Turquie relance les divisions entre Kurdes d'Irak et Kurdes de Turquie. Le 1<sup>er</sup> août 2015, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, dont on sait qu'il est pieds et poings liés aux Américains, demande aux combattants du PKK de quitter la région ! La raison hypocrite invoquée est « *pour que les civils ne deviennent pas des victimes de cette guerre* ». De son côté, le PKK avait organisé un attentat sur le territoire turc contre un oléoduc qui exporte le pétrole du Kurdistan d'Irak. Quant à Erdogan, il ne manque pas de rappeler qu'il a le soutien de Barzani quand il lutte contre le PKK.

Erdogan et la Turquie ne font que revenir à une position pas si ancienne. Le problème est plus complexe pour les Etats-Unis. Car les Kurdes du PKK et de ses alliés YPG de Syrie se sont révélés à peu près les seuls à savoir tenir tête à l'Etat islamique. Donc, les USA soutiennent les YPG très proches du PKK turc, pendant que son allié la Turquie bombarde de même PKK à quelques kilomètres de là...

Les Kurdes des YPG vont refouler l'Etat islamique à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, en octobre 2015, grâce à une aide américaine. (Le Monde 14 octobre 2015). Et ils vont reprendre à l'Etat islamique Sinjar, avec l'appui de la coalition américaine en novembre 2015.

Le Monde explique que « *parallèlement aux peshmergas kurdes irakiens, les forces armées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) venues de Turquie, ont également pris position dans la ville (...) Leur présence est cependant décriée par le pouvoir kurde irakien, qui souhaite les voir quitter la zone.* » Un officier peshmerga déclare : « *Le PKK n'a rien à faire à Sinjar, cette zone appartient aux Kurdes d'Irak, nous ne voulons pas de confrontation armée avec eux, mais il faut qu'ils partent maintenant que la ville est libérée* ». Ce à quoi un cadre du PKK répond : « *Toutes les déclarations selon lesquelles nous devrions partir sont futiles, le PKK restera à Sinjar tant que la population en aura besoin* ». Et de fait, l'envoyé spécial du Monde décrit une ville où les deux factions kurdes, de même que celles qui se sont constituées chez les Yézidis locaux, elles aussi rivales, se croisent et s'ignorent dans les rues de la ville, chacun hissant son drapeau pour marquer son territoire.

## LE TOURNANT D'ÖCALAN ET SON CONFÉDÉRALISME DEMOCRATIQUE

Arrêté, isolé sur l'île-prison d'Imrali, gardé par mille soldats, Öcalan impulse au début des années 2000, un virage idéologique au PKK. Déjà, depuis les années 1980, on a cessé de faire référence au léninisme, et on parle de « *production de soi* », d'une « *émancipation individuelle* », d'« *humanisation* ». « *Il s'agit alors pour un militant, explique Olivier Grojean dans CQFD, de se désaliéner de sa mentalité turque afin de devenir un "vrai Kurde", un homme nouveau* ».

Dans les années 1990, après que l'URSS se soit effondrée, Öcalan accentue son virage dans le discours politique, avec des références à la « *femme libre* », à « *l'harmonie avec le peuple et la nature* ». Il va ainsi réussir une chose incontestable, c'est de transformer le PKK d'une organisation de guérilla en une organisation de masse, avec une arrivée en outre conséquente de nombre de femmes.

Selon CQFD, Öcalan lit paraît-il beaucoup en prison, Bookchin, Hardt, Negri, Wallerstein. Depuis une dizaine d'années, il s'imprègne des théories de l'Américain Murray Bookchin, qui prône un « *communalisme libertaire* ». Il s'en dit même un disciple à sa mort en 2006. Ce système repose sur une idée de démocratie directe. « *Il est censé s'exercer depuis la "commune" en fonction des besoins sociaux et environnementaux de celle-ci, et aux moyens d'une industrie raisonnée, d'un urbanisme contrôlé, d'une agriculture biologique et de coopératives écologiques. Du 3 au 5 avril (2015) s'est tenu à l'université de Hambourg un colloque-marathon, sous le patronage symbolique d'Öcalan, qui entérinait ce virage idéologique en prenant pour thème "Défier la modernité capitaliste, construire le confédéralisme démocratique".* » L'économiste libertaire américain David Graeber était présent, enthousiaste.

Un militant du PKK explique, en soulignant les idées nouvelles diffusées par Öcalan : La KCD, sorte de parlement du mouvement « *est composé de 501 délégués (du mouvement kurde), hommes et femmes, dont 60% sont élus lors d'une consultation populaire et le reste mandatés démocratiquement par différentes organisations politiques. Nous tenons une assemblée générale tous les trois mois, où nous veillons à prendre les décisions par consensus. Le Congrès refuse la hiérarchie et la mentalité étatique. Il refuse également la modernité capitaliste et essaie de lui substituer une modernité démocratique.* »

Ce militant résume les principes nouveaux : « *Le KCD cherche à appliquer trois principes : 1) l'auto-administration de la société civile. 2) L'auto-suffisance économique vis-à-vis de l'Etat. 3) L'interdépendance et la coopération entre les organisations et les différentes composantes ethniques du Kurdistan. De la commune villageoise au canton, du quartier à l'assemblée de ville, nous encourageons la société à s'organiser du bas jusqu'en haut* ». (CQFD n° 132, mai 2015)

A la question de savoir sur quel principe s'articule l'ensemble de cette action, le maire de Batman, ville pétrolière à l'est de Diyarbakir, Sabri Özdemir répond : « *Nous essayons d'appliquer le confédéralisme démocratique. Le processus d'assemblées de quartier débute seulement. Nous travaillons avec ces assemblées afin de répondre à leurs demandes et les sujets qu'elles abordent sont répercutés au sein du conseil municipal. L'administration locale, pour nous, c'est faire en sorte que la population puisse à terme parvenir à l'autogouvernement. Nous insistons sur trois principes de démocratie : 1) La volonté du peuple doit prévaloir. 2) Notre ville doit se rapprocher de la nature. 3) Nous devons œuvrer pour l'émancipation de la femme.* »

Effectivement, le changement plus important, celui que mettent en tout cas en avant les Kurdes et les Occidentaux qui les soutiennent, c'est la présence des femmes. En Turquie, le PKK dispose de milices, qu'il appelle des Unités de protection du peuple : les YPG créées en 2004 (Yekineyen Parastina Gel) sont des brigades masculines, et on y trouve, à côté d'une grande majorité de Kurdes, des Arabes et des chrétiens, provenant des provinces kurdes, ou qui ont déserté l'armée d'el Assad. Les YPJ, brigades féminines, seraient 10 000 combattantes

et représenteraient 30% des forces kurdes de Turquie. Ces unités envahiront des centaines d'entre elles lors de la bataille de Kobane, que nous verrons bientôt.

Autre exemple : les mairies kurdes sont gérées par un binôme homme-femme. Il s'agit d'établir une parité, que l'Etat turc ne reconnaît pas, en vue de « *mettre en place un système nouveau où l'homme et la femme administrent la cité d'égal à égal* ». Le parti pro-kurde BDP, Parti pour la paix et la démocratie, a obtenu 99 mairies aux élections de 2009. L'Etat turc a alors procédé à 8000 arrestations, dont de nombreux élus, pour contrecarrer ce début de transformation. En mars 2014, le BDP s'est allié à une partie de la gauche turque, sous la bannière DHP, Parti de la Démocratie des Peuples, et a confirmé sa force avec 100 mairies gagnées. Ce parti a présenté 40% de candidatures femmes, contre 1,2% pour l'AKP d'Erdogan.

A Batman, dont nous avons vu que le maire est un homme, sa vice-présidente est une femme. Gülistan Akel, explique dans CQFD : « *Dès 1999, nous nous sommes concertés avec les organisations autonomes de femmes pour lutter contre leur exclusion de la société. Nous avons depuis ouvert un centre d'accueil pour les femmes victimes de violence, un atelier de formation professionnelle, des services de santé spécifiques. Nous souhaitons ouvrir un foyer d'hébergement pour les femmes, mais l'Etat cherche à nous en empêcher. Nous proposons aussi des stages de sensibilisation aux droits des femmes dans les quartiers. Batman possède aussi l'unique centre sportif féminin de Turquie ! Nous avons également instauré une journée gratuite pour les femmes dans les transports en commun, le mardi, afin de les aider à sortir de leur réclusion. Au sein du personnel de la mairie, nous n'acceptons pas les polygames et, si un employé est reconnu coupable de violences sur son épouse, nous reversons directement une partie de son salaire à celle-ci* »

Le nouveau discours envers les femmes et leur place a commencé à apparaître au début des années 1990. C'est qu'il y eut alors une arrivée assez massive de femmes jeunes, avec un état d'esprit relativement moderne. Le PKK a alors constitué des unités mixtes, puis il a choisi de mettre en place des unités strictement féminines. Aujourd'hui, existe le Parti de la femme libre, PJA, qui se dit indépendant du PKK. Les femmes qui étaient 10% en 1993 sont maintenant à plus de 40%. Selon un chercheur, Olivier Grojean, interrogé par CQFD, il y aurait une parité de plus en plus stricte en ce qui concerne les postes de direction. Mais, ajoute-t-il, et là est le nœud du problème, « *pour autant, les rapports de genre au sein de la guérilla ne se transforment que très lentement* ». Et il ajoute cette phrase énigmatique : « *il ne faut pas forcément penser la place des femmes au sein du PKK en termes de « féminisme », mais plutôt s'interroger sur les modalités de gestion de l'« économie libidinale » dans les groupes armés à forte promiscuité* ». (CQFD n° 129, février 2015).

Une traduction, que nous faisons, est peut-être que l'arrivée de ces femmes n'indique pas un réel progrès en termes de féminisme, que les rapports machistes de domination subsistent, et que la manière de voir des hommes, conservatrice a pu être préservée, malgré la difficulté à accepter l'arrivée des femmes. N'empêche, ces relations ont pu être gérées d'une manière supportable pour les deux parties, par la mise en place de règles de comportement qui préservent les apparences et maintiennent une efficacité indispensable à l'action militaire. Nous savons que, par exemple, toute relation intime a été proscrite. Mais il est vraisemblable que des relations intimes doivent exister, sauf qu'on a sans doute appris à les dissimuler, à les garder justement dans l'intimité.

En tout cas, ce changement qu'est la présence nombreuse de ces femmes peut être présentée, aux yeux de toute la gauche occidentale, ou même de la droite d'ailleurs, comme un fantastique progrès, une « révolution », dans la mesure où les Occidentaux fantasment beaucoup sur l'arriération de la condition féminine en Orient. Présentation qui aura évidemment l'avantage de permettre de trouver des soutiens de la part de gens que l'on aura ainsi enthousiasmés. On voit en tout cas régulièrement un journal comme Le Monde publier des photographies des femmes combattantes des YPJ.

Mais de nombreux indices nous font douter de la profondeur et de la réalité de la transformation que veulent afficher Öcalan et son parti. Tout d'abord, le culte de la personnalité envers Öcalan est plus vivace que jamais dans le PKK et dans ses organisations annexes. On le nomme depuis longtemps familièrement « Apo ». Maintenant, c'est « *le soleil des Kurdes* ».

La nouvelle idéologie proclame que le nationalisme n'est plus de mise, qu'il est réactionnaire. Mais dans la réalité, concrètement, lorsque le PKK parle de la femme, ou de l'écologie, ou de chaque sujet, c'est encore et toujours en parlant en réalité de la femme kurde, de l'environnement des Kurdes. Quand il s'en prend à l'Etat d'une manière générale dans ses discours, c'est de l'Etat turc dont il s'agit.

Il se dit que le PKK, contrairement aux islamistes, ne fait pas entrer la religion dans son idéologie. C'est vrai, il a toujours été laïc, mais il ne faudrait pas en déduire qu'il soit pour autant respectueux des diverses confessions, dès lors qu'il les voit exprimées par un parti qu'il juge concurrent, y compris s'il s'agit de Kurdes. En Syrie, nous dit O. Grojean, « *on sait aussi que les organisations politiques opposées au PYD sont souvent menacées, que les partis proches du PKD (Parti démocratique du Kurdistan) irakien de Barzani sont marginalisées. On perçoit alors une certaine différence entre le pluralisme ethnique et religieux, réel, et le pluralisme politique affiché : le PYD, qui est une organisation armée en guerre, cherche avant tout à conserver son hégémonie sur les zones qu'il contrôle.* »

Courant alternatif (n°246 janvier 2015) revient également sur les femmes combattantes cette fois au Kurdistan syrien : « *Des membres de l'YPJ nous ont parlé de l'organisation non-hiérarchique qui existe au sein des milices. Selon elles, les commandantes sont élues mais elles participent à toutes les activités de la vie communautaire comme tout le monde.* » Mais on lit un peu plus loin : « *Ce fut un choc, le premier jour de notre visite, d'être accueillis par une ligne de stagiaires en uniforme, alignées debout avec une parfaite rigidité et répondant avec précision et force aux ordres, comme dans toute armée.* »

C'est que l'élection, même des commandants ou commandantes, ne garantit pas tout. Quand on sait le degré d'autorité morale qu'a réussi à atteindre Öcalan, on imagine mal que l'élection puisse mettre en place un commandant qui n'aurait pas toutes ses idées. « *Critiquer (Öcalan) reste (...) totalement impossible au sein du parti et de sa mouvance* », explique Olivier Grojean (CQFD février 2015). Qui participe vraiment à ces élections, devant qui, qui se présente pour être élu et comment, comment a lieu l'élection, nous ne savons pas toutes ces choses. Or, elles sont essentielles lorsque l'on prétend passer d'un système à un autre, différent.

Un exemple, la Ville de Paris a mis en place des Conseils de quartier, qui ont un petit pouvoir, de proposition et de décision sur certains aménagements dans les quartiers de Paris. Or, si l'on prend un quartier comme la Goutte d'Or, dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement, on

s'aperçoit que la population qui anime le conseil de quartier n'a absolument rien à voir avec celle que l'on voit dans les rues de ce quartier. Les uns sont noirs, de tous pays, immigrés, bien loin des mœurs des autres, qui appartiennent aux classes sociales moyennes ou supérieures, enseignants, intellectuels, cadres moyens. Le langage utilisé, les moyens techniques par lesquels les informations sont faites, les thèmes abordés, les comportements des uns et des autres au cours des réunions, bref les efforts ou l'absence d'effort pour amener la véritable population à pouvoir participer à égalité l'écarte très vite, et une fois ce mouvement commencé, il fait boule de neige, aboutissant à une véritable exclusion de fait... tout à fait démocratiquement.

### *EN SYRIE, LA REVOLUTION ET LA GUERRE*

La Révolution tunisienne a été la première, début 2011, à jeter à la porte du pouvoir un de ces dirigeants nationalistes, hommes forts ou dictateurs, souvent proches des services secrets, policiers ou militaires, issus des diverses décolonisations. Après que Ben Ali ait été jeté hors des frontières de la Tunisie le 14 janvier 2011, une vague révolutionnaire soulève l'ensemble du monde arabe, en commençant par l'Egypte, puis Bahreïn et le Yémen, revient en Afrique du Nord, Algérie, Libye, Maroc, repart enfin sur l'Arabie saoudite et la Syrie.

En Syrie, la révolution commence par une manifestation à Deraa, tout au sud du pays, pour libérer des jeunes qui ont fait des graffitis contre le régime de Bachar el Assad. Lorsqu'on apprend que ces jeunes sont torturés, la protestation enflamme, et malgré une répression violente, elle gagne d'autres villes. Une révolte précédente, au début des années 1980, avait eu pour point de départ la moyenne bourgeoisie des villes. Celle qui débute le 15 mars 2011 part des zones déshéritées, autour des agglomérations et des villes moyennes comme Deraa.

Lorsque le conflit prend, du fait de Bachar el Assad, une tournure militaire, dans un premier temps, les Kurdes, qui se situent dans des « poches » isolées du territoire, en sont à l'écart. Trois protagonistes sont déjà en ordre de bataille : l'armée officielle syrienne qui défend le régime, l'ASL Armée syrienne libre, composée par une petite partie de l'armée syrienne dont certains officiers sont passés dans le camp de la révolution, et les djihadistes islamistes, que Bachar el Assad favorise, que ce soit en les libérant de prison, en faisant en sorte qu'ils soient renforcés par des détenus de droits commun également libérés, ou en évitant de les réprimer. Le calcul d'el Assad est que ces gens réputés infréquentables en Occident vont affaiblir l'ASL, ce qui finira par obliger l'Occident à se ranger du côté d'El Assad, contre les djihadistes, ce qui est d'ailleurs en train de se produire actuellement.

C'est en octobre 2003 qu'est né le parti du Kurdistan syrien qui joue actuellement le plus grand rôle. Le PYD est alors créé sur les bases apoïstes, c'est-à-dire inspiré de l'idéologie nouvelle d'Öcalan, et il est dirigé par Salih Muslim et Asya Abdullah. C'est donc ce parti, très proche du PKK de Turquie, qui monte en puissance parmi les treize autres formations qui existent dans le Kurdistan syrien, à partir de 2012.

Lorsque la contestation contre le régime de Bachar el-Assad démarre, en mars 2011, de nombreux jeunes kurdes s'y joignent spontanément. Mais lorsque la Syrie voit sa révolution défigurée en guerre civile, les Kurdes se retrouvent coincés. C'est que l'opposition à Bachar a maintenant une forme militaire et sa force première, celle que reconnaissent les Occidentaux, c'est l'ASL, l'Armée syrienne libre. L'ASL a le soutien non seulement des Occidentaux, mais aussi de la Turquie, ennemie des Kurdes, des siens en tout cas et du PKK.

L'ASL a aussi le soutien de Barzani, en Irak, pas franchement un ami des Kurdes de Turquie et du PKK, mais grand ami maintenant d'Erdogan.

Du coup, le PYD, le parti majoritaire kurde de Syrie, ne rejoint pas la coalition qui s'agrège autour de l'ASL. De son côté, le régime d'Assad a tout intérêt à économiser ses forces militaires et il fait le choix de ne pas ouvrir un front contre les Kurdes. Ainsi, existe une sorte de pacte tacite de non-agression entre el Assad et les Kurdes. Mieux, les Kurdes vont profiter de l'affaiblissement du régime syrien, et commencer à mettre en place leur modèle appliquant les nouvelles idées d'Öcalan de confédéralisme démocratique

## *LA REVOLUTION DU ROJAVA 2012*

En juillet 2012, 16 mois après l'éclatement de la révolution arabe en Syrie, les Kurdes du pays proclament ce qu'ils appellent la « *Révolution du Rojava* ». Le journal Courant alternatif explique : « *Dans les années 1990, des comités Paix et consensus avaient été mis en place dans les quelques ville/villages du Rojava (nom du Kurdistan de Syrie) dont la majorité kurde s'identifiait à la gauche politique. Leur tâche était de prendre des mesures contre la criminalité et les injustices sociales en assurant un minimum de concorde entre les habitant-e-s de la zone concernée. L'Etat syrien les considérait comme une atteinte au monopole de la justice exercée par le régime du Baas. Sévèrement réprimés, ils durent donc fonctionner de manière souterraine, mais de fait ils ne concernaient qu'une infime partie de la société kurde.*

« *Après la révolution de juillet 2012 au Rojava, les acteurs du système de justice syrien ont été écartés tout comme les représentants des appareils politiques de l'ancien régime du Baas (...) Les comités Paix et consensus furent maintenus là où ils existaient et créés dans les autres localités formant ainsi un maillage de structures de base pour un nouveau système judiciaire. Composés de cinq à neuf membres avec 40% de femmes, ils sont élus par l'assemblée générale de tous les habitants du village ou du quartier. Leur compétence exclut les assassinats, qui sont renvoyés à un échelon supérieur. Des comités de femmes existent souvent parallèlement pour traiter des violences domestiques ou des mariages forcés. »*

Des conseils de justice régionale ont été mis en place. « *Le critère pour désigner les membres de ces conseils est leur capacité à prendre en compte l'intérêt général, à parvenir à un consensus, et non une quelconque formation de juriste. En revanche, on retrouve des juristes de profession dans les niveaux supérieurs du système judiciaire, encore voisin de celui, plus classique, que nous connaissons (...) A la base, ce sont les assemblées de village ou de quartier qui désignent les instances juridictionnelles.*

« *Il va sans dire que le nouveau système a aboli la peine de mort. La peine d'emprisonnement à vie (la durée maximale est temporairement fixée à vingt ans) ne peut être prononcée que dans les cas d'assassinat, de torture ou de terreur (...) Dans Rojava, l'arrestation est considérée comme le dernier recours (...) "La personne arrêtée doit être considérée non pas comme un criminel, mais comme une personne à réhabiliter : "Nous avons déjà privé les prisonniers de leur liberté ; nous ne voulons pas les punir davantage avec les conditions de détention." Des exemples comme celui du système de justice, affirme Courant Alternatif, il y en a dans tous les domaines qui touchent de près la vie des gens : l'école, le logement, l'environnement, la production. »*

En novembre 2012, une ville kurde du nord-est de la Syrie, Ras al Aïn, est prise par des milices islamistes (Jabhat al-Nousra et Ghouraba al-Cham, que l'occident appelle « radicales », par opposition à d'autres favorables à l'ASL et donc qualifiées, celles-là de « modérées ». C'est l'ASL qui libère la ville. Mais les Kurdes ne l'entendent pas de cette oreille, et ils veulent en reprendre le contrôle. Le PYD mobilise toute la population kurde disponible et plusieurs milliers de civils, vieillards, femmes et enfants compris, marchent vers Ras al-Aïn pour la reprendre à l'ASL et ses alliés islamistes « modérés ». Ces combats vont durer une semaine, jusqu'à une trêve conclue le 25 novembre.

C'est ainsi que commence l'entrée des Kurdes dans la guerre de Syrie. Un mois plus tôt, déjà, des combats avaient éclaté dans un quartier kurde d'Alep, après une tentative de l'ASL de l'occuper, et avaient fait plusieurs dizaines de morts. La dirigeante locale des YPG, Forces de défense du peuple, liées au PKK, Nujin Deriki, avait été capturée. Elle affirme avoir été torturée par l'ASL puis livrée à la Turquie, avant d'être relâchée.

Les Kurdes vont commencer à lutter directement contre l'Etat islamique et contre les groupes islamistes dans le nord de la Syrie à partir du printemps 2013. Cette lutte, elle est le fait du PKK (turc) et du PYD (Parti de l'union démocratique, branche syrienne du PKK turc). Les choses deviennent très sérieuses à l'été 2014. C'est en effet à ce moment-là que l'Etat islamique réussit à s'emparer en Irak d'armes lourdes en quantité. Les officiers de la soi-disant nouvelle armée irakienne formée par les Etats-Unis, sont partis en débandade, et abandonné leur matériel : des centaines de véhicules blindés, des dizaines de chars, des hélicoptères. Grâce à quoi, l'Etat islamique agit maintenant comme une véritable armée, sous les ordres d'anciens officiers recyclés sous la bannière du califat.

Rapidement, la capitale du Kurdistan irakien, Erbil, est menacée par l'Etat islamique qui vient de prendre Makhmour, à une centaine de kilomètres. Les Kurdes contrôlent là un camp de réfugiés kurdes de Turquie depuis les années 1990. Grâce à des renforts venus des montagnes, Makhmour est reprise.

En août 2014, l'action militaire des Kurdes va cette fois parvenir sur les écrans de télévision occidentaux. C'est que les Kurdes vont venir au secours d'une population méconnue en Europe, les Yézidis. Les Yézidis sont des Kurdes d'Irak adeptes d'un monothéisme hérité du zoroastrisme perse.

Nous avons vu comment les peshmergas, les combattants kurdes d'Irak, s'étaient montrés incapables de résister à l'avancée de l'Etat islamique, installés qu'ils étaient dans leur petit confort pétrolier. Sinjar tombe aux mains du califat après une brève bataille. Des dizaines de milliers de Yézidis fuient en direction de la Région autonome du Kurdistan. Pendant leur exode, 600 civils sont massacrés, des centaines d'autres enlevés les 3, 4 et 5 août. C'est à ce moment qu'interviennent les YPG, les milices révolutionnaires du PKK turc et du PYD syrien. Ils réussissent à évacuer 200 000 Yézidis encerclés dans les monts Sinjar, alors que ni l'armée irakienne ni les peshmergas du Kurdistan irakien n'ont su les protéger.

On peut ici voir l'écart considérable qui peut exister entre les Kurdes du Kurdistan d'Irak, reconnu, légal, choyé par les Américains, vivant des revenus pétroliers, et ceux qui doivent se battre dans le Kurdistan turc ou syrien. En Occident, on saute sur l'occasion pour monter en épingle la combativité des Kurdes, sans trop entrer dans le détail. Une opération commence qui vise à utiliser les Kurdes par les puissances impérialistes pour mettre en place leur solution aux problèmes de la région.

Le journal communiste libertaire Courant alternatif, lui, met les points sur les i : « *Les milices YPG et YPJ (du Kurdistan irakien) et HPG / YJA Star (branches armées du PKK en Turquie) sont intervenues parce que les peshmergas battaient en retraite devant les djihadistes et se sont enfuis sans combattre, laissant du jour au lendemain des centaines de milliers de civils sans protection (...) Cette retraite – qui n'a pas cessé d'être questionnée quant à ses véritables motifs – a provoqué un véritable vent de panique dans toute la région, chez les minorités (yézidis, chrétiens, turkmènes chiites...), mais aussi jusqu'à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, car, à un moment donné, les djihadistes se trouvaient à moins de 40 kilomètres de là. Vent de panique qui provoquera les appels à l'aide de la part du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) de Massoud Barzani, l'intervention déterminante des combattants kurdes de Syrie et de Turquie le 6 août, et les première frappes américaines le 8 août.* »

« *Les mouvements de la gauche kurde ne se sont pas contentés de combattre les djihadistes, poursuit Courant alternatif, de stopper leur offensive, de reprendre des villages et des villes et de sauver des milliers de vies, ils ont insisté auprès des habitants de ces régions, pour (s'ils le pouvaient) qu'ils se battent, résistent, mettent en place leurs propres unités d'autodéfense (...) Exemple suivi dans plusieurs villages chrétiens à l'ouest de Mossoul, où une partie de la population a décidé de rester et de se battre. A Kirkouk aussi se mettent en place des Forces de résistance populaire, composée d'hommes et de femmes.* » (Courant alternatif n° 243, octobre 2014)

Plus ou moins bloqué sur le terrain en Irak, l'Etat islamique décide de lancer une offensive en Syrie, et il vise la ville de Kobanê. Kobanê, c'est 300 000 habitants, la troisième ville kurde en Syrie, c'est une ville située dans la province de Raqqa, la capitale de fait de l'Etat islamique. Kobanê est au centre des trois cantons qui forment le Kurdistan de Syrie, le Rojava. C'est la ville où s'est rendu Öcalan lorsqu'il s'est exilé de Turquie. Et c'est à Kobanê que les Kurdes ont proclamé, le 19 juillet 2012, la révolution du Rojava. L'EI – Etat islamique - engage 7000 combattants, 50 tanks.

Le 17 septembre 2014, l'EI entre dans 21 villages alentour. Les YPG donnent l'ordre à la population d'évacuer et de reculer. Puis ils vont stabiliser le front. Les populations assiégées dans Kobanê, un demi million de Kurdes, appellent au secours. Les Etats-Unis regardent au plafond, la Turquie bloque toute aide possible en verrouillant sa frontière, les Kurdes de Barzani parlent. L'EI émet une fatwa indiquant que tout Kurde capturé doit être décapité.

Le 19 septembre, 3 à 4000 manifestants côté turc forcent le barrage de l'armée turque et passent la frontière ; le week-end des 20 et 21, des manifestations partout en Turquie agitent les villes. Des centaines de jeunes accourent vers la frontière. La Turquie déploie des milliers de flics et de militaires pour les bloquer. « *L'armée turque, de fait, complète le siège des djihadistes de Kobanê par le nord* ». La nuit du 21, 400 combattants du PKK réussissent à passer, d'autres arrivent depuis les montagnes d'Irak du Nord, pour tenter de briser le siège. L'eau et l'électricité sont coupées par l'EI.

Au cours de cette bataille de Kobanê, devenue très médiatisée, une opération de communication est menée par les Etats-Unis fin octobre 2014. On va chercher 150 peshmergas de chez Barzani, on demande l'autorisation à Erdogan de les laisser passer, et on les amène à Kobanê. Grâce à quoi, Le Monde peut titrer : « *Les kurdes d'Irak volent au*

*secours de leurs frères de Syrie* ». En tout cas, aucune spontanéité dans cette action. Tout s'est fait en très haut lieu, entre Barzani, des diplomates US venus spécialement et le chef du PYD.

Cette opération de communication est d'abord faite pour faire oublier le comportement lamentable de Barzani et de ses troupes. S'ils ont facilement occupé le vide laissé lors du retrait des troupes irakiennes, et pris Mossoul en juin 2014, ils se sont enfuis sans combattre devant l'Etat islamique et ont abandonné les populations à une mort certaine en août. Il y avait donc une réputation à rétablir.

En tout cas, c'est entièrement sur des Kurdes que repose la résistance à l'EI. Les frappes aériennes de soutien ont lieu de loin, d'avion, sans risque, avec une coalition qui comprend plusieurs des pays qui ont alimenté les groupes djihadistes, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Bahreïn et le Qatar, sous la grande aile américaine. C'est seulement le 25 janvier 2015 que les YPG kurdes parviennent à en finir avec l'Etat islamique à Kobanê. La ville qu'ils reprennent est détruite à 75%, mais c'est un symbole important qui est sauvé.

Pour avoir une idée de ce qui se passe profondément au Rojava, dans quelle mesure la situation y est effectivement révolutionnaire ou pas, il nous faudrait une présence, des témoignages attentifs que nous n'avons pas. Nous ne pouvons que lire avec précaution les nouvelles, épisodiques, que rapporte la presse. Le Monde, dans un premier temps, s'est laissé aller à dire une certaine sympathie pour ce qui se passe au Rojava.

*Le journal note en septembre 2014 : « cet embryon d'Etat qui se développe sur un territoire non contigu se veut porteur d'un projet de société qui met l'accent sur l'égalité des sexes, l'intégration des minorités religieuses et une certaine forme d'autogestion locale. L'expérience syrienne sert de vitrine aux prolongements légaux du PKK auprès de son électorat en Turquie. (...) A cheval sur deux pays, fondé sur une idéologie séculière puissamment mobilisatrice en Syrie et surtout en Turquie, porteur d'un projet utopique dans les zones qu'il contrôle, bénéficiant d'un recrutement de jeunes volontaires des deux sexes et entièrement dévoués à la cause à la suite de ses succès, le PKK soutient le rapport de force avec l'Etat islamique. » (Le Monde, 10 septembre 2014)*

Mais, depuis, c'est le scepticisme ou même la franche hostilité. Allan Kaval, envoyé spécial dans Kamechliyé, la capitale proclamée du Rojava révolutionnaire en Syrie, analyse ainsi cette construction d'un « *système politique sans Etat où la société se gouverne elle-même* » que proclame le PKK et qui est mis en application par son parti frère syrien PYD : « *Sa mise en pratique se traduit par la construction d'un assemblage institutionnel labyrinthique composé de "maisons du peuple", de communes, de municipalités, d'assemblées locales, de comités divers et de ministères autoproclamés, où tous les postes à responsabilités sont soumis à une règle de parité stricte entre hommes et femmes. En réalité, chacune de ces institutions, prétendument représentatives, est noyautée par des cadres du PYD, qui ont fait leurs armes au sein du PKK face à l'armée turque durant les années précédentes* ».

Et il ajoute : « *Fuyant les destructions pour certains, l'enclavement de régions coincées entre fronts et frontières pour d'autres, tentant d'échapper aux abus d'un pouvoir local prompt à réprimer toute forme d'opposition et cherchant, pour les plus jeunes, à échapper à la conscription obligatoire décrétée par la milice kurde des YPG, une large*

*proportion de la population kurde préfère laisser le “Rojava” aux guerriers et aux martyrs ».*  
(Le Monde, mardi 16 juin 2015)

Cela étant dit, on doit tout de même rester prudent. Le Kurdistan, syrien surtout, vit une période de libération importante, même si celle-ci est combinée à une situation de guerre. Et toute période de libération peut ouvrir des possibilités qui peuvent aller plus loin que ne l'auraient souhaité les dirigeants qui l'ont initiée ou qui en ont un certain contrôle. L'irruption des femmes, par exemple, si elles ne se contentent pas du rôle de belle image à laquelle certains préféreraient sans doute les confiner, peut profondément changer la donne, dans l'immédiat comme dans l'avenir. C'est pourquoi, s'il nous faut prendre position, nous sommes évidemment aux côtés de ces Kurdes et de leur révolution. Simplement notre soutien s'accompagne de nos réflexions et de nos critiques de fond.

### *LES KURDES, AUX MAINS DES GRANDES PUISSANCES*

A la suite de la victoire de Kobanê, des groupes rebelles à dominante arabe vont rejoindre les YPG. Et même, le 11 octobre, les YPG proclament la création des « *Forces démocratiques syriennes* », qui intègrent des forces arabes et chrétiennes alliées aux YPG. Le Monde applaudit : « *La coordination entre les rebelles modérés de l'Armée syrienne libre et ces forces, appuyées par les frappes américaines, est jugée payante. Selon une source de la défense française, “il n'y a personne d'autre !”* » (25 novembre 2015)

Au fil des semaines, les Kurdes de Syrie YPG deviennent, de fait, la principale force capable non seulement de résister à l'EI mais de lui reprendre des territoires. Sauf que les YPG, comme le PKK sont toujours considérés par les Etats-Unis comme une organisation terroriste. Et, pour l'heure, il n'est toujours pas question pour les USA d'aller contre la Turquie qui craint par-dessus tout la formation, à sa frontière, d'une sorte de copie de la région autonome du Kurdistan d'Irak.

La France, elle, n'a pas ce souci. Sa position, fin 2015, est qu'il faut appuyer au sol les YPG, en vue de s'attaquer cette fois à Rakka, la capitale de l'Etat islamique. Alors, la France et les Etats-Unis vont fournir des armes aux YPG, mais les USA vont le nier, et dire qu'ils n'en fournissent qu'à la coalition de l'opposition syrienne arabe. « *Une façon de maintenir l'aide américaine sans apparaître comme des soutiens exclusifs des YPG* », commente Le Monde (25 novembre 2015).

Le dernier évènement en date dans la guerre de Syrie est l'intervention russe depuis novembre 2015. Elle vise un peu l'Etat islamique, pour ne pas attirer trop les foudres américaines. Elle vise bien plus à sauver Bachar el Assad, et donc Moscou qualifie de terroristes et bombarde diverses oppositions, non pas en fonction de leurs idées, mais de manière à desserrer l'étau qui étranglait le dictateur syrien. Cette campagne de bombardements russe est accompagnée de l'arrivée, toujours en soutien de Bachar el-Assad, de milliers de combattants chiïtes, venus d'Irak, d'Iran, du Liban. Résultat, en février 2016, ce sont ceux que les Occidentaux appellent maintenant comme el-Assad les « rebelles » qui sont encerclés.

Nous avons vu que les premiers combats des Kurdes de Syrie les avaient opposés à l'ASL pro-occidentale. Cette situation perdure toujours. Il y a une forme de concurrence entre Kurdes et ASL, comme si celle-ci voulait rétablir l'ancienne situation des Kurdes de Syrie,

sous la botte de l'Etat central. « *Il y a quelques semaines, note Le Monde du 9 février 2016, des combats avaient eu lieu entre forces kurdes et rebelles, en lisière d'Azaz (à la frontière turque, au nord d'Alep), un bastion rebelle ; l'aviation russe était intervenue en soutien aux Kurdes* ».

Les Kurdes de Syrie, s'ils peuvent recevoir une aide matérielle ponctuelle de l'Occident, ne sont pas reconnus comme alliés. Ils n'ont ainsi pas été invités aux pourparlers de paix qui ont débuté le 29 janvier 2016 à Genève, car la Turquie s'y oppose. De même, le vice-président américain Joe Biden s'est rendu à Istanbul pour soutenir Erdogan dans sa nouvelle guerre contre le PKK. C'est pourtant toujours sur le PYD, lié au PKK que Washington compte pour lancer une indispensable attaque terrestre sur la capitale de l'Etat islamique en Syrie, la ville de Rakka. Des forces spéciales américaines ont déjà été envoyées rejoindre les forces Kurdes postées à 20 km de Rakka.

Face à ce double jeu des occidentaux, Moscou peut se permettre d'apparaître comme le vrai ami des Kurdes. Et comme les dirigeants kurdes adorent avoir le soutien de tel ou tel Etat, ils ont déjà ouvert une représentation diplomatique à Moscou, le 10 février. Le calcul des du PYD est sans doute de pouvoir ainsi jouer sur une surenchère de soutiens entre les USA et la Russie... jeu on ne peut plus dangereux. Quoi qu'il en soit, il éloigne toujours plus les Kurdes de l'idée d'une libération par leurs propres forces, et celles des autres opprimés.

Les Kurdes de Syrie escomptent, c'est évident, une amélioration de leur situation nationale, en échange de leur engagement contre l'Etat islamique. Mais rien n'est dit. Si par exemple, les Russes réussissent leur opération, qui est de favoriser la mise en place d'un régime en Syrie avec lequel ils peuvent travailler, et en particulier conserver leurs échanges commerciaux et militaires, rien ne garantit qu'ils offrent aux Kurdes cet Etat du Rojava reconnu dont ils rêvent. On peut hélas prédire que les Russes pourront argumenter que les Américains s'y opposent. Et si, à l'inverse, une perspective s'ouvrirait plutôt de la part des Américains, en échange des services que leur aurait rendus les Kurdes, en remerciement de la prise de Rakka, par exemple, rien non plus n'est garanti : les Américains ont toujours montré qu'ils faisaient passer leur alliance stratégique avec la Turquie, qui elle est absolument opposée à un quelconque Etat kurde à sa frontière.

A l'heure actuelle, on peut résumer la situation générale des Kurdes de la région de la manière suivante. Les Kurdes sont divisés sur une ligne de fracture due à l'historique des diverses alliances passées ou présentes avec les Etats de la région. Et elle recoupe la division qui a commencé au sein même de leur mouvement, lorsque l'UPK s'est séparé du PDK. Cette déchirure peut sembler actuellement plus ou moins raccommodée dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, dans la mesure où elles collaborent pour assurer la gouvernance de cette région ; mais elle perdure aussi, dans la mesure où ces deux forces n'ont jamais réellement fusionné, et ont choisi de se partager géographiquement le contrôle du territoire.

D'un côté donc, le PDK qui contrôle la partie nord de la région autonome du Kurdistan d'Irak, dirigé par le clan Barzani, est allié à l'Etat turc, et derrière lui aux Etats-Unis. Ces liens sont maintenant relativement anciens, se concrétisent par des intérêts économiques et semblent donc installés dans une certaine stabilité. Ils s'imposent en partie à l'UPK de Talabani qui contrôle le reste de la région autonome du Kurdistan d'Irak, mais qui garde sans doute des liens avec le PKK turc, voire avec l'Iran.

En face de ce camp, le PKK fait figure de force dirigeante opposée, avec d'une part ses alliés en Syrie (PYD, YPG, etc), ainsi qu'un soutien possible de la part de l'Etat iranien. La politique actuelle américaine, avec l'ouverture en direction de l'Iran, l'amène à un double jeu ; on assiste actuellement à une alliance de fait mais non avouée entre les Etats-Unis et les alliés du PKK en Syrie, alors que les USA considèrent le PKK et ses alliés comme des organisations terroristes et qu'ils soutiennent l'Etat turc dans sa guerre contre eux.

Difficile de prévoir un avenir quand on connaît la riche histoire de trahisons envers les Kurdes, depuis un siècle maintenant. On peut juste dire ici qu'il faut connaître et comprendre la tragédie d'un peuple comme celle du peuple kurde, pour se rendre compte du degré de crapulerie des Etats et des puissances capitalistes.

### *ENCORE SUR LA QUESTION NATIONALE*

Concernant la question nationale, Lénine a écrit un texte en 1913 un texte qu'il a intitulé « *Notes critiques sur la question nationale* ». Il y explique en substance que le marxisme ne reprend pas du tout le nationalisme et la question nationale. « *Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fût-il le plus "juste", le plus "pur", le plus fin et le plus civilisé. A la place de tout nationalisme, écrit Lénine, le marxisme met l'internationalisme, la fusion de toutes les nations dans une unité suprême qui se développe sous nos yeux avec chaque nouvelle verste de chemin de fer, chaque nouveau trust international, chaque association ouvrière (internationale par son activité économique et aussi par ses idées, ses aspirations).* »

Mais Lénine convient aussi que le marxiste se doit de tenir compte de cette question : « *Le principe de nationalité est historiquement inéluctable dans la société bourgeoise, et, compte tenu de cette société, le marxiste reconnaît pleinement la légitimité historique des mouvements nationaux. Mais, pour que cette reconnaissance ne tourne pas à l'apologie du nationalisme, dit-il, elle doit se borner très strictement à ce qu'il ya de progressif dans ces mouvements, afin que cette reconnaissance ne conduise pas à obscurcir la conscience prolétarienne par l'idéologie bourgeoise.* »

Eh bien, dans la question kurde telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, nous pouvons dire que nous trouvons qu'il y a encore, de ces aspects progressistes, et nous nous devons de nous y intéresser et de les soutenir. Mais nous devons en même temps dénoncer les calculs des grandes puissances, des Etats de la région, et des dirigeants kurdes.

### Lexique des organisations

#### Turquie

AKP : Parti de la justice et du développement, c'est le parti d'Erdogan majoritaire au Parlement turc depuis 2007 depuis

BDP : Parti pour la paix et la démocratie, figure légale du PKK au Kurdistan turc

DHP : Parti de la démocratie des peuples, alliance du BDP et de partis de gauche turcs, qui a remporté une centaine de mairies en 2014

HPG/YJA Star : branches armées du PKK en Turquie

KCD : sorte de Parlement des divers mouvements kurdes liés au PKK en Turquie

PJA : Parti de la femme libre, émanation du PKK en Turquie

PKK : né en Turquie en 1978, Parti des travailleurs du Kurdistan ; son dirigeant Öcalan a tourné le dos à un passé qui se prétendait marxiste-léniniste, pour choisir le « confédéralisme démocratique ».

POT : fondé en 1961, Parti ouvrier turc.

YPG : créées en 2004, Yekineyen Parastina Gel ; brigades masculines des Unités de protection du peuple, créées par le PKK en Turquie, présentes de l'autre côté de la frontière, en Syrie

YPJ : équivalent féminin des YPG

#### Syrie

ASL : Armée syrienne libre ; formation militaire née d'une scission de l'armée de Bachar el-Assad lors des événements de la révolution arabe en Syrie

EI : Etat islamique ; à cheval sur l'Irak et la Syrie, proclamé à l'été 2014

PYD : parti frère du PKK en Syrie, actuellement figure dominante des Kurdes de ce pays.

#### Irak

GRK : Gouvernement régional du Kurdistan, gouvernement de la région autonome du Kurdistan d'Irak, dirigée par Massoud Barzani

PDK : Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, dirigé par Massoud Barzani, contrôle la partie la plus riche et la capitale de la région autonome du Kurdistan d'Irak, au Nord et à l'Ouest

UPK : Parti du Kurdistan d'Irak, né d'une scission du PDK, dirigé par Jalal Talabani, contrôle le Sud et l'Est du pays, ville principale Sulaymanieh

#### Iran

Komala : né en 1969, parti marxiste qui abandonne son origine maoïste en 1981 ; se considère comme la branche kurde du Parti communiste d'Iran lorsque celui-ci est fondé en 1983.

PDKI : Parti démocratique du Kurdistan d'Iran. C'est le plus actif des partis kurdes en Iran dans les années qui précèdent et suivent la révolution de 1979.

PJAK : Parti pour une vie libre au Kurdistan, a mené une guérilla contre le régime iranien au début des années 2000

## *BIBLIOGRAPHIE*

Gérard Chaliand, A.R. Ghassemlou, Kendal, Mustafa Nazdar, Archie Roosevelt Jr,  
Ismet Chériff Vanly :  
Les Kurdes et le Kurdistan, La question nationale kurde au Proche-Orient ;  
petite collection Maspero n° 247, 1978

Christiane More : Les Kurdes aujourd'hui, Mouvement national et partis politiques ;  
L'Harmattan 1984

Gérard Chaliand : La question kurde à l'heure de Daech ;  
Seuil 2015

CQFD n° 129 février 2015 ; n° 132 mai 2015  
Courant Alternatif n°246 janvier 2015  
Questions internationales n°77 janvier-février 2016  
Lutte de Classe (Lutte Ouvrière)  
Class Struggle n° 73, février mars 2012  
Collection particulière Le Monde

---

*février 2016*